LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

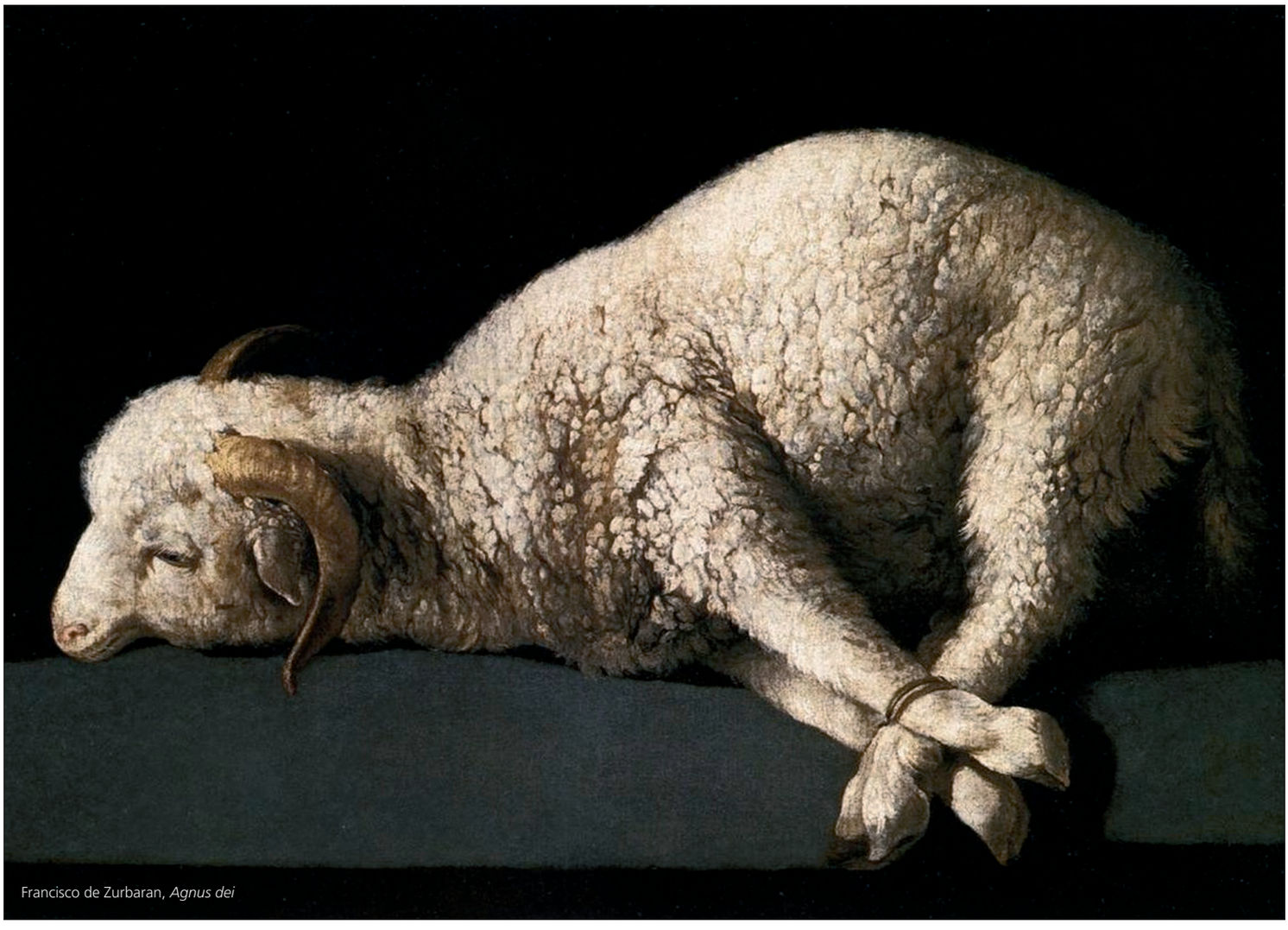
www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1694
du 24 au 30 janvier 2013

« La liberté d'entreprendre s'arrête là où commence le code du travail. »
Laurence Parisot

Du bon gras pour le patronat



Francisco de Zurbaran, *Agnus dei*

M 02137 - 1694 - F: 2,50 €

FRANÇAFRIQUE AU MALI PAGE 7

Sommaire

Actualité

Salariés kleenex, par J.-M. Destruhaut, *page 3*
Collaboration de classes, par Fabrice, *page 5*
La météo syndicale et pluvieuse de J.-P. Germain, *page 6*
Ingérence au Mali, par M. Cailloux, *page 7*
La chronique néphrétique de Rodkol, *page 8*
Facteur, un métier polyvalent, par H. Roveili, *page 9*
Haro sur le mariage, par Jeanine, *page 10*

Arguments

La fin des bagnoles, par J.-P. Tertrais, *page 11*

International

Les Slovènes dans la rue, par la FAO, *page 14*
Le Chiapas toujours debout, par G. Goutte, *page 15*

Expressions

Le « marché » au pilori, par F. Dupuis-Déri, *page 18*
Félonies bolcheviques, par F. Mintz, *page 19*
L'affaire Harry Quibert, par S. Moulis, *page 20*

Mouvement

Vie du mouvement, *page 21*
La Radio des anarchistes, *page 22*
L'agenda des anars, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Krokaga, Manolo-Prolo, Nemo, LaSala, Riri, Slo, Valère

Erratum

Le texte publié sous le titre « Bellegarrigue, Anselme – un archéo-anarchiste » dans le *Monde libertaire* n° 1693 a été injustement attribué à Jean-Marc Raynaud par la rédaction, qui présente toutes ses excuses à son véritable auteur, Thierry Guilabert.

Tarifs

(hors-série inclus)

France et étranger

3 mois, 12 nos hebdos, 1 no hors série, les gratuits ◯ 25 €
6 mois, 18 nos hebdos, 2/3 nos hors série, les gratuits ◯ 50 €
1 an, 35 nos hebdos, 5/6 nos hors série, les gratuits ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an ◯ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Sale ANI 2013

Le Medef bombarde le droit social

L'exigence de flexibilité du Medef traduit bien le postulat immuable du capitalisme : les prolétaires doivent toujours courber l'échine sans révolte. La flexibilité étant le meilleur outil d'autorité et de discipline du travail.

Jean-Marc Destruhaut

Groupe Albert-Camus

Cocorico, notre président, d'habitude si prudent, a décidé de lancer ses légions au Mali pour « arrêter » l'avance des djihadistes à Konna. *Le Figaro* en bredouille de fierté, tant il est doux de soutenir un conflit où il s'agit de casser du Noir, de l'Arabe et du Berbère et pourquoi pas aussi une croisade proprette de la Franchouillie chrétienne contre la barbarie musulmane. La situation est complexe. Qu'on en juge. Un « monstre djihadiste » bien armé et entraîné : Ansar Dine et Mujao, Aqmi issue du FIS algérien, enfin les séparatistes touaregs du MNLA. Autant dire d'infréquentables ruffians qui, à l'abri de la charia, cherchent à satisfaire leur soif de pouvoir, de rapines et de viols. Ils sont financés par les « amis de la France », les Émirats et le Qatar, pétés de tune.

Le Mali, un des pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest, est en train d'essayer de se remettre d'un coup d'État. Bien des jeunes n'ont d'autre issue pour ne pas crever que de s'enrôler dans une bande armée ou de gagner clandestinement l'Europe. Le Sahel, où s'insère le Mali, est en constante désertification mais aussi un lieu d'échanges entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne, convoité par la Chine, les États-Unis, la Russie.

Au Mali, or et coton jadis aux mains de la Françafrique sont encore l'objet d'une gestion néocoloniale. Même si Hollande n'est pas fâché de faire oublier, au son des trompettes guerrières, le bilan négatif de son début de quinquennat, qu'il se méfie cependant : au-delà d'un certain nombre de soldats tués, leurs familles françaises ne verront plus la jolie guerre d'un si bon œil. Sur les conseils de l'ONU, des pays de l'Ouest africain envoient sans se presser des bataillons diversement équipés. Les pays riches renâclent à mettre le doigt dans ce piège africain, malgré le traitement à la hussarde des prises d'otages européens. Foin de titatas, comme en Irak et en Afghanistan, les ingrédients sont réunis pour un très long conflit. Commence une longue et sale période pour les civils maliens qui, on peut le parier, vont en prendre plein la gueule pour des rivalités impérialistes qu'ils n'ont pas souhaitées et faire les frais des violences de la guerre, des privations et de la famine. Comme d'hab'.

Jour sombre que ce 12 janvier. Le patronat vient de finaliser une nouvelle étape dans la destruction du droit du travail avec la complicité « d'organisations salariales ». Les médias aux ordres célèbrent cet accord historique alliant un prétendu dispositif contre le chômage et un gain de compétitivité pour les entreprises. Au-delà de la langue patronale utilisée pour travestir, d'une part, précarité et privation de droits des salariés et, d'autre part, profitabilité et impunité des employeurs, rappelons que la compétitivité est l'essence même du capitalisme et que la compétitivité passe aussi aujourd'hui comme hier par la baisse du coût du travail. Le salariat, comme seule variable d'ajustement, passera par la flexibilité comme il se doit selon les critères idéologiques du capitalisme. En cela, cet accord n'est qu'une nouvelle étape régressive[1] conforme à la feuille de route du Medef, établie depuis longtemps. Enfin, rappelons encore que partout où la flexibilité a été instaurée le chômage a empiré.

Certes, les termes de négociation de cet accord national interprofessionnel (ANI) n'avaient pas d'autre but que de demander aux organisations syndicales des concessions importantes pour « aider les entreprises ». 100 % antisocial, ce nouvel acte de collaboration de classes dans la droite ligne du pétainisme social ne doit pas étonner.

Voyons plutôt comment tout y est prévu pour précariser en toute impunité.

Des bouchées doubles…

Avec la généralisation de la couverture complémentaire des frais de santé, ce serait 4 milliards d'euros qui vont engraisser les compagnies d'assurances car environ 4 millions de salariés n'en bénéficient pas aujourd'hui. Financée à 50 % par l'employeur et à 50 % par le salarié, le choix de l'organisme assureur serait fait par l'employeur. Il n'est pas question de renforcer la Sécurité sociale mais d'ouvrir un nouveau marché aux sociétés privées. De plus, il ne s'agit pas de mettre en place une réelle couverture santé mais une complémentaire « low-cost » à caractère collectif et obligatoire. Quant à sa « portabilité » pour les chômeurs, une simple intention de négociation est prévue mais son délai maximal est déjà fixé.

Pour les droits rechargeables à l'assurance-chômage, là encore un rendez-vous est donné dans le cadre de la nouvelle convention issue de la renégociation de l'accord national interprofessionnel du 25 mars 2011 relatif à l'indemnisation du chômage. Mais attention ! L'accord prévoit que « *les partenaires sociaux veilleront à ne pas aggraver ainsi le déséquilibre financier du régime d'assurance chômage.* » Donc, pas question que le patronat finance d'avantage l'Unedic, les chômeurs partageront la misère.

Une majoration de la cotisation d'assurance chômage des contrats à durée déterminée « *courts* » consisterait à une surcotisation inversement proportionnelle à la durée du contrat. Une mascarade compte tenu des exonérations de cotisations d'assurance chômage employeur. Il serait même question de gain supplémentaire pour le patronat entre le poids des surcotisations et les exonérations sociales. Enfin, le secteur de l'intérim est grand gagnant, puisque le coût d'un contrat intérim redevient inférieur à celui d'un CDD court…

Le compte personnel de formation ? On rêve, il existait déjà ! Seulement là, il est assorti, sous l'appellation « *mobilité volontaire sécurisée* », d'une possibilité sous conditions de

suspendre son contrat de travail pour faire la découverte d'un autre métier dans une autre entreprise avec le capital temps acquis. Mais avec une possibilité de retour soumise à accord « *commun* » ou une possibilité de rester dans la nouvelle entreprise entérinant ainsi une démission et une renonciation à tous les droits acquis !

Faciliter l'accès au logement. Pour embellir les bontés patronales, un rappel de l'accord du 12 novembre entre l'État et l'UESL[2] est intégré, mais aucune garantie sur les montants des loyers n'est apportée. Un peu comme pour les fameux logements étudiants récemment financés.

Pour ce qui est du travail à temps partiel, rien de bon pour les salariés, mais un plafonnement étendu à 24 heures au lieu de 20 heures et une organisation du temps de travail « lissé » sur l'année au gré de l'employeur. Une nouvelle aggravation des conditions de vie des salariés à temps partiel.

Pour les droits collectifs, le nombre de représentants des salariés sera de deux au lieu de un dans les conseils d'administration ou conseils de surveillance de 200 grandes entreprises. Quand on sait l'efficacité de ce type de représentants… Par contre, c'est bien sûr assorti d'une réduction des moyens d'informations des IRP[3].

Bref, aucun engagement sur la garantie de l'emploi et sur la lutte contre le chômage ! Mais voyons les concessions faites au patronat en échange de ces « largesses » consenties.

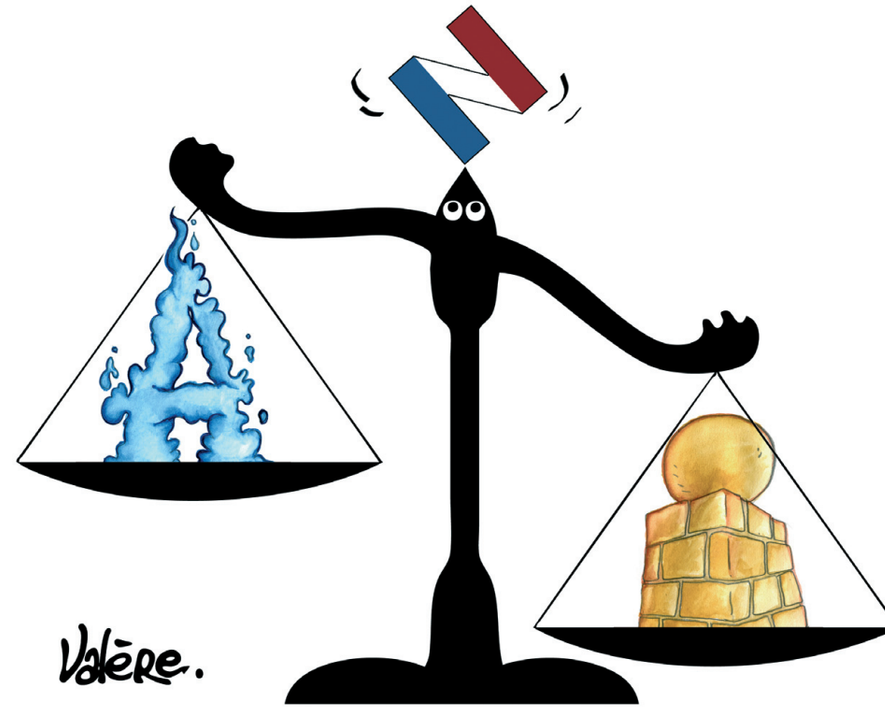
…et des coudées franches

Les accords de maintien dans l'emploi vont permettre aux entreprises s'estimant en difficulté de recourir, en plus du chômage partiel, à une modification du temps de travail et/ou du salaire pendant une période de deux ans. Le contrat de travail est remis en cause fondamentalement.

La mobilité interne (forcée) ? Il faut comprendre qu'une entreprise pourra restructurer, supprimer des postes et reclasser des salariés sans passer par un plan social juste sur un accord d'entreprise. Les salariés devraient devenir de grands voyageurs bien adaptables.

Justement, les plans de licenciement nommés « plans sociaux » pourront en cas d'accord se soustraire à la force de la loi et par simple homologation administrative permettre aisément les licenciements collectifs. Fini le temps des juges qui mettent leur nez dans les plans sociaux ! Ça tombe bien, la justice est embouteillée.

Tant qu'à faire, sous couvert de développer l'emploi, il va être expérimenté la création de contrat de travail à durée indéterminée « intermittent » dans les secteurs de la chocolaterie, la formation et les articles de sport… Un CDI intermittent n'est rien d'autre qu'un CDD sans prime de précarité ! Tout ça pue le travail de précarisation conjoint et ancien des laboratoires idéologiques du Medef et de la CFDT.



Enfin, la cerise sur le gâteau émerge sous le titre « *Rationaliser les procédures de contentieux judiciaire* » qui signifie : impunité totale ! Il est prévu que la fin prime les moyens : l'employeur seul décideur de l'ordre des licenciements, les irrégularités de procédures ne devront pas être assimilés aux irrégularités de fond. En gros, une prévention face à toute contestation de validité ou de justification des décisions des employeurs, en tous domaines, en cas de violation de procédure et du formalisme prévu par le code du travail pour mieux garantir leur pouvoir décisionnaire. On verrait ainsi disparaître les recours pour des requalifications de CDD pour absence de motif, les requalifications des temps partiels pour absence de fixation de l'horaire, etc.

Sans oublier une réduction et un plafonnement du risque financier lié aux litiges avec la mise en place d'un barème des indemnités en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Fallait s'y attendre, payé aujourd'hui au forfait, indemnisé demain au forfait !

Et, pour terminer, le délai de prescription serait ramené de cinq ans à deux ans pour toute action ayant pour objet une réclamation portant sur l'exécution ou la rupture du contrat de travail.

Ça tombe bien là encore, les conseils de prud'hommes sont débordés !

Aussi, prétendre que le Medef offre des contreparties est une tromperie sans nom. Ces mesures n'ont bel et bien pas d'autre objectif que d'établir un statut de la précarité. La précarité devenant ainsi la norme légale du marché de l'emploi. Dans le contexte capitaliste, le principe de sécurité pour les salariés ne devrait consister qu'à obtenir un emploi pérenne assorti de conditions de travail et d'un salaire décents. L'abus ici consiste à faire croire que les salariés précaires obtiennent de nouveaux droits en échange de la précarisation généralisée de tous les salariés.

Bien entendu, l'accord prévoit une mise en œuvre de deux ans à titre expérimental. Ben voyons !

Sans attendre la finalisation légale de cet ANI par les parlementaires au printemps prochain, il est plus qu'urgent de se mobiliser pour ranimer et généraliser une révolte sociale d'ampleur. Le patronat n'entendant que le rapport de force, c'est aux salariés de se réveiller, de cesser de trembler devant le lendemain et de se mettre enfin en colère. Il grand temps de faire comprendre aux patrons, et à ceux qui les servent, qu'ils ne le seront peut-être pas toujours dès lors que les producteurs passeront à la gestion directe et collective des biens de production. Aux militantes et militants anarchosyndicalistes, malgré la modestie de leur nombre, d'y prendre leur place et d'y jouer leur rôle énergiquement. **J.-M. D.**

---

1. La loi Aubry sur les 35 heures a été le premier acte de la légalisation de la flexibilité sous couvert de réduction du temps de travail. Résultat : pas d'embauches mais une intensification de la production.
2. L'Union des entreprises et des salariés pour le logement (UESL) est une société anonyme chargée de mettre en œuvre les politiques nationales d'emploi des fonds d'action logement.
3. IRP, instances représentatives du personnel, délégués du personnels (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT).

Façon puzzle

Les salauds, ça ose tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Voilà comment, en parodiant la réplique célèbre du film *Les Tontons flingueurs*, on pourrait résumer l'accord scélérat signé le 11 janvier par le patronat et trois organisations « syndicales » (CFDT, CGC et CFTC) sur la sécurisation de l'emploi.

Observons tout d'abord l'ironie du titre car, en fait de sécurisation, les seuls totalement rassurés au terme de l'accord, ce sont les patrons.

Rappelons aussi le cadre qui présidait à la négociation : c'est Hollande lui-même qui avait fixé les règles du jeu dans la logique de sa politique dite « de compétitivité », c'est-à-dire pour parler clair, de baisse du coût du travail et d'exploitation renforcée. D'un côté, on file 60 milliards sur trois ans aux entreprises sous forme de crédits d'impôts, de l'autre on leur permet de licencier plus facilement et de limiter les recours juridiques des salariés. C'est gagnant gagnant… pour les patrons. Hollande avait fixé aussi le temps imparti pour discuter entre partenaires sociaux comme l'on dit et c'est ainsi qu'on est arrivé vendredi 11 janvier au soir à l'accord théâtralisé que le président a qualifié de « *compromis historique* ». Il faut noter au passage que les trois organisations signataires sont minoritaires si l'on se réfère aux résultats des dernières élections prud'homales (2008) ou à ceux des élections TPE (décembre 2012). Mais les nouvelles dispositions sur la représentativité prévoient que l'accord est valable s'il est signé par une majorité d'organisations syndicales, en l'occurrence 3 sur 5. Cela suffit donc pour que le gouvernement le valide et le transpose en loi très rapidement et « *sans en changer une virgule* », comme l'a recommandé Parisot, la tsarine du Medef qui en profité au passage pour renforcer son pouvoir au sein de l'organisation patronale.

La CGT et FO ont refusé de signer. Stéphane Lardy, membre du bureau confédéral de FO, a déclaré que c'était un jour sombre pour les salariés. N'étant pas connu dans l'organisation pour un radicalisme échevelé, on peut le croire sur parole.

Rentrons un peu dans le détail. Deux principes structurent ce texte : les « droits » individuels sont privilégiés par rapport aux droits collectifs dans une logique d'individualisation dont on voit bien l'objectif. Tout ce qui est perdu l'est quasiment immédiatement. Les miettes qui sont octroyées sont soumises le plus souvent à des décisions ou à discussions ultérieures. Cherchez l'erreur.

Renault ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisque, moins d'une semaine après la signature, il anticipe la loi et annonce un plan de 7 500 suppressions de poste et conditionne la non-fermeture d'usines à l'acceptation par les salariés de l'augmentation du temps de travail et de la mobilité.

Le texte stipule en effet dans le cadre « *du maintien dans l'emploi* » (et non de l'emploi) qu'une entreprise pourra conclure un accord avec les syndicats locaux pour « *ajuster le temps de travail et de rémunération* » et qu'elle n'aura pas à passer par les quelques contraintes d'un plan social pour licencier les salariés qui refuseraient cet ajustement.

Il est prévu aussi une « *facilitation des restructurations des entreprises* » par une mobilité interne imposée. Insupportables effectivement ces salariés qui refusent de partir du jour au lendemain à 500 bornes de leur lieu de vie ! Ils pourront être virés sur la base du « *motif personnel* ».

Pour les licenciements individuels, les recours aux prud'hommes sont très sérieusement restreints dans le temps (2 ans au lieu de 5) et dans les sommes exigibles (l'équivalent de 14 mois de salaire pour 25 ans de boîte par exemple !).

Possibilité aussi pour les entreprises d'expérimenter le recours au CDI « intermittent » alternant période travaillée et chômée. Pour les entreprises dont la rentabilité est évidente mais qui souhaiterait tout de même fermer une usine pour augmenter le taux de profit, le texte dit « qu'il convient d'envisager la recherche d'un repreneur ». M'est avis que les salariés concernés feraient bien de faire un peu plus qu'envisager de donner les coups de pied au cul qui s'imposent à toutes ces sinistres fossoyeurs.

Côté miettes, le texte prévoit l'accès à une complémentaire santé dans toutes les entreprises à l'horizon… 2016. Quelques mots aussi sur les temps partiels qui ne devraient pas être inférieurs à 24 heures par semaine… sauf cas particuliers. Il est prévu enfin un compte personnel de formation « transférable » d'une entreprise à l'autre de 120 heures au maximum (après 6 années de taf).

Enfin, mais ce n'est pas à mettre au compte d'une quelconque avancée, bien au contraire, il est prévu de faire entrer dans les conseils d'administration des grands groupes (plus de 5 000 salariés) un ou deux salariés. Mais en aucun cas ils ne pourront être des délégués syndicaux ou des délégués du personnel. Bref, au mieux des faire-valoir, au pire des vendus remerciés au jeton de présence. Mais cette mesure qui se rattache à l'idée profondément réactionnaire de « l'association capital-travail » a au moins le mérite de caractériser les signataires, CFDT en tête : des héritiers des promoteurs de la charte du travail.

Plus que jamais, nos ennemis de classe sont identifiés : le patronat et son homme de main l'État, et la direction de la CFDT qui en l'espace de 10 ans (retraites en 2003 et 2010, code du travail en 2013) aura flingué un nombre considérable de droits sociaux.

À nous de faire vivre le syndicalisme de lutte de classe et de disperser tous ces nuisibles façon puzzle.

Fabrice
Groupe La Sociale

Brèves de combat

Massacre des intellectuels indonésiens

Durant les années 1965-1966, puis pendant les 32 années de la dictature Suharto, une foule d'intellectuels de toute la gauche indonésienne a subi un véritable massacre. En Indonésie, quinze ans après la chute du dictateur, il est encore très difficile de s'informer sur l'étendue du désastre. Pourtant, les chercheurs s'accordent aujourd'hui et leurs chiffres ne cessent d'augmenter à mesure que, lentement, le voile se lève sur les centaines de milliers de disparus, sans doute entre 1 et 2 millions de morts. Il s'agirait donc du plus grand massacre politique connu dans l'histoire… En France, on ignore tout ou presque de cette extermination de masse et de l'écrasement de toute la pensée critique dans ce pays lointain.

Grève à France Inter

Le « redéploiement » qui dure depuis quelques années en lousdé à France Inter signifie à terme, selon une camarade qui y travaille, des pertes d'emplois, une réduction des moyens, la création d'une armée mexicaine d'encadrement aux ordres de la direction, la suppression de studios et, bien sûr, moins de productions parce qu'il paraît que « *ce n'est pas essentiel pour la rentabilité* » ! Quelqu'un, dans ce pays, se souvient-il encore de l'existence du terme « service public » ?

Coup de massue chez Renault

La direction du groupe automobile français a annoncé une réduction

Météo syndicale

La semaine dernière, la signature, par la CFDT and Co, des nouveaux abandons du code du travail donnait des ailes à celles et ceux pour qui mouvement ouvrier ou monde du travail font partie des gros mots des siècles derniers… On causera donc des cadeaux divers reçus par les représentants de la CFDT pour leur échine souple, pour rester poli !

C'était à la une de la « presse bourgeoise » au début de ce mois : « *Syndicats. Le gouvernement recycle des anciens de la CFDT.* » Entre François Chérèque, ex-patron du syndicat, intégré dans l'Inspection générale des affaires sociales, Jacky Bontemps au Commissariat général à la stratégie et à la prospective, et Laurence Laigo (ex-secrétaire nationale de la CFDT) promue conseillère de Najat Vallaud-Belkacem (ministre des Droits des femmes), on se souvient de 1981. Tout en se disant que la liste doit être plus longue et que la petite partie de l'iceberg est seulement visible !

À cette époque-là, la CFDT, rêvant d'un positionnement comparable au couple PCF-CGT, avait payé cher (voire plus) la lune de miel avec le pouvoir socialiste, avec François Mitterrand. On pouvait appeler ça une « véritable hémorragie » d'adhérentes et d'adhérents[1].

François Chérèque, arrivant aux manettes, avait plus que senti le danger du « désert syndical » pourtant objectivement planifié par les têtes pensantes de la CFDT. Quand on déclare que des adhérents sages sont préférables aux remuants militants syndicalistes, il faut s'attendre à la réalité. Pour autant, le nouveau promu jurait ses grands dieux (*sic*) que la CFDT ne serait « *ni soutien d'un gouvernement ni opposant systématique* ». On va faire concis : y a-t-il encore des cartes à déchirer à la CFDT ?

Force ouvrière est à sa place avec la CGT qui renierait les prétentions inavouées qu'elle avait de tailler des croupières à la CFDT…

Le tableau d'une unité syndicale retrouvée est à ranger dès maintenant avec les images d'Épinal ! Même si, localement, des rapprochements organiques font penser à une sorte d'unité dans les luttes. Dans la vieille maison de Montreuil, les problèmes restent. La succession à la tête de la direction confédérale qui doit être officialisée lors du prochain congrès donne déjà lieu à des agissements divers. En gros, avec Hollande au gouvernement, il faut « *resserrer les boulons pour éviter les dérapages* ». Certes, on signe pas « à Canossa » avec la CFDT, mais on lorgne son positionnement. On y reviendra et, en attendant, gare à la Sociale ! Défendons-la quotidiennement et autrement que par des discours !

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. On ne reviendra pas, aujourd'hui, sur les exclusions diverses de toutes les structures de base, syndicats, unions locales, animées par des empêcheurs de tourner en rond, bref par des syndicalistes. Ils étaient qualifiés par la direction confédérale de coucous, voire de moutons noirs.

Quand Jésus-Christ créa la Coloniale…

Au Mali, la subversion censément islamiste menace la France dans ses valeurs morales et dans ses approvisionnements. Les affaires reprennent pour l'infanterie de marine.

Il y a trente ans, ils auraient été nationalistes, et l'extrême gauche unanime les aurait applaudis. Leurs leaders, inévitablement charismatiques, auraient laissé planer le doute : le nouvel État serait-il socialiste, autogestionnaire, démocratique ? Combien de temps durerait la transition autoritaire, le pouvoir des militaires libérateurs ? N'en parlons pas, l'important c'est l'unité du glorieux front de libération nationale. Et le pouvoir. Et que l'argent coule.

Les temps changent, ma bonne dame, et les voilà djihadistes, terroristes et islamistes. Bouh ! Qu'ils sont laids ! Et méchants avec ça. Et avec de ces trognes pas laïques pour un sou…

Or, si l'on se renseigne un tant soit peu, on s'aperçoit bien vite qu'il s'agit d'un recyclage. La plus grosse troupe (en fait, la grande majorité des combattants), regroupée par Ansar Dine, n'est autre que l'historique rébellion touarègue, qui date peu ou prou de l'indépendance du Mali avec son découpage de frontières volontairement absurde, entravant l'essor de la région pour mieux la soumettre aux intérêts de l'ancien pays colonisateur. Ils se battent pour une nébuleuse indépendance nationale, et viennent de rejouer la scène FLN-MNA en liquidant leurs concurrents du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Leur islamisme est récent, vraisemblablement contingent, leurs activités probablement plus liées aux trafics variés et lucratifs d'armes et de drogue qu'à la gestion d'un futur État religieux.

Le groupe le plus spectaculairement hideux et diabolique (Aqmi, ex-GSPC salafiste) ne revendique qu'un tout petit millier de combattants, essentiellement algériens, et ses objectifs stratégiques concernent l'Algérie en général, et son gaz en particulier. Ils cherchent au Mali une base arrière et un sanctuaire. D'autres formations minoritaires hantent les lieux, plus ou moins folkloriques et très peu implantées dans la population.[1]

Tout ce beau peuple a pu prospérer dans le nord du Mali pour une double raison. D'abord, il n'y a pas là de ressources minières exploitées, ni même de gisement important connu ou sérieusement supposé, donc pas de présence militaire imposante. Deuxième raison, des richesses, il y en a tout autour : gaz algérien, pétrole libyen, uranium nigérien, et même l'or malien au sud.

Ajoutons dans ce chaudron de sorcière la grosse tension sur le marché des matières premières et de l'énergie, alimentée par le développement rapide de la Chine et globalement de tout le continent asiatique. Notons que l'influence française en Afrique est érodée pied à pied depuis des décennies par une politique volontariste des États-Unis (parfois via leurs alliés du golfe Persique et leurs réseaux religieux), et plus récemment par une arrivée massive et agressive de la Chine. Entendons la rumeur qui veut que, dans ce contexte passablement embrouillé, les Russes aient lâché la bride à leurs négociants en armes pour vendre n'importe quoi dans la région. Finissons par le coup d'État, en mars 2012, qui renverse opportunément un président jugé un peu trop pro-américain par le Quai d'Orsay, mais désorganise complètement l'armée malienne, qui abandonne carrément le nord du pays à son sort.

Tout est prêt, y compris le prétexte de la guerre juste. La puissance coloniale n'a plus qu'à « prendre ses responsabilités », et intervenir militairement. Pour faire la guerre au terrorisme islamiste aveugle et fanatique ? Non. Pour défendre ses intérêts impérialistes bruts et simples, contre d'autres requins du même bain. La France sous ses propres couleurs, d'autres au travers de factions plus ou moins manipulées.

Au milieu, la population civile, les viols, les morts, les mutilés, les réfugiés. Dans le monde entier, le énième développement nauséeux du mythe du « choc des civilisations », pour creuser les fossés entre les peuples, pour aviver toutes les tensions, pour préparer les guerres de demain.

Moïse Cailloux

Sur le sable, un marsouin ; en face, une sardine.

1. Pour la composition des troupes du « djihad » au Mali, lire « Qui sont les combattants islamistes ? », de Sarah Halifa-Legrand et Farid Aïchoune, sur le site internet du *Nouvel Observateur*.

d'effectif touchant 7 500 postes d'ici à fin 2016. C'est un nouveau coup de massue pour les employés français de Renault qui venaient de concéder la semaine dernière une hausse du temps de travail sans augmentation de salaire…

Shame !

Une policière municipale a renvoyé de la cantine une enfant de cinq ans dans une école d'Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques) en raison d'un impayé de ses parents de 170 euros, choquant l'enfant et ses camarades qui la pensaient en prison. La FCPE a jugé « *totalement injustifiable* » cette intervention. Et nous donc !….

Coups de filet

Des militants des comités de sans-papiers de la région parisienne devaient manifester à Paris en soutien aux sans-papiers grévistes de Lille et pour la régularisation générale. Rassemblés place Saint-Michel, une centaine d'entre eux ont été arrêtés et embarqués par la police.

Plus d'enfants mal habillés

« *Deux papas pédés : plus d'enfants mal habillés !* » Durant les manifs anti-mariage gay, Civitas, l'organisation catholique intégriste, avait reçu le soutien de plusieurs organisations d'extrême droite radicale. Moins de 5 000 personnes encadrées par la police ont donc suivi la manif nationale organisée par l'UMP et le FN. Pourquoi encore tant de distance entre eux ?

Chronique néphrétique

Post-hits (1)

« Derrière chez moi y a une usine/mon copain Stan il y turbine
il fait les postes en 3 fois 8/pour un salaire pas fantastique.
C'est une petite chanson, postmoderne postmoderne
pour les petits enfants, postmoderne petite chanson. »

Je viens de lire *Le Postanarchisme expliqué à ma grand-mère* (2012) de Michel Onfray. Le titre de l'ouvrage est un clin d'œil au titre *Le Postmoderne expliqué aux enfants* (1982-1985) de J.-F. Lyotard. Les extraits de la chanson *Postmoderne* (1993) qui parsèment la chronique, aussi… À n'en pas douter, ma grand-mère comprendrait mieux l'Onfray. Il faut dire que le qualificatif « postmoderne » peut être d'une grande ambiguïté : il peut s'agir de nommer un changement de période, d'état d'esprit, marqués par la fin des grands récits utopiques, idéologiques et progressistes, forcément progressistes, de la modernité.

Mais ce fut aussi une étiquette branchée (donc passée de mode, mais le principe demeure) : « postmoderniste » ou « postmoderne » pour des œuvres, architectures, attitudes créées en piochant dans le grand supermarché de l'espace-temps culturel. En tentant de fusionner, mais souvent en ne faisant que juxtaposer, les références ou les formes de tous lieux, de toutes époques, de toutes cultures. La « mondialisation », l'hyperconsommation culturelle et Internet mettent l'apparence de tout à disposition, il n'y a plus qu'à faire son choix dans les formes ou les idées. Nous le faisons tous. Malheureusement, peu d'œuvres conçues ainsi vieilliront bien. Parce qu'il ne suffit pas de savoir « copier-coller » pour avoir une réflexion. Il vaut mieux saccager une tradition dans laquelle on a baigné, qu'on a assimilée, si on ne peut plus la faire avancer (mais il en restera toujours quelque chose) plutôt que de juxtaposer des images de traditions qui nous sont étrangères.

Exemple. C'est la rencontre entre une culture classique, le travail antérieur de Cézanne et Gauguin, les découvertes archéologiques de l'art ibère archaïque, la visite au musée du Trocadéro, les masques et fétiches des peuples dits primitifs et son souvenir du bordel de la rue d'Avignon à Barcelone qui, conjugués, ont produit *Les Demoiselles d'Avignon*, toile moderne s'il en est. Picasso saccage l'idéal illusionniste, en rompant avec une tradition classique qui date des Grecs anciens. Par provocation, par rupture avec son paternel, par calcul, et parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Seulement, dans cette toile qui choqua ses amis au point que Picasso la roula et la cacha dix ans durant, tout faisait sens.

Parce qu'il avait quelque chose à dire, avant tout, de sa peur de la syphilis, qui faisait du sexe et des femmes des repoussoirs défigurés.

Faisions-nous du postanarchisme sans le savoir, tout comme Picasso était postmoderne dès le début du siècle ?

Onfray proclame son anarchisme dans un émouvant et néanmoins militant « *autoportrait au drapeau noir* ». Puis Onfray donne des claques aux anars. Ce n'est pas contradictoire et, dans l'ensemble, elles ne sont pas volées. Je ne parle pas ici des querelles qui ont pu avoir lieu entre individus. Ce n'est pas mon propos. Il et je parle, avec les mêmes mots, depuis des mois, du droit d'inventaire dans le corpus anarchiste, du tri nécessaire, du folklore désuet, des formes militantes, de la routine, des compilations ressassées. « *Pour le moins, et afin d'éviter le capharnaüm théorique, il faudrait procéder à un réel travail critique afin de ne pas se contenter de reproduire les lieux communs véhiculés par l'Église anarchiste.* » Il aurait dû lire plus souvent cette chronique, mais « *il s'est désabonné du* Monde libertaire *à force de s'y faire démonter le portrait* », dommage. Ce n'est pas de mon fait. Mais il aurait pu aussi témoigner des réflexions, ici et ailleurs, qui traversent le mouvement anarchiste. C'est pour cela que je n'ai pas appris grand-chose avec ce livre. Il ne bouleverse ni mes certitudes ni mes doutes, il les entérine. Et comme je sais ne pas être le seul, il est un témoignage parmi d'autres d'une évolution au sein de l'anarchisme. Mais laquelle? Dans quel sens ? Dans la tradition, même anar, quoi garder et quoi jeter ?

L'étiquette « postanarchisme » ne devrait pas avoir grand avenir, mais elle marque une étape. Celle de la prise de conscience qu'un décalage se produit entre des références, des textes, des schémas, des formes de discours ou de militantisme transmis de génération en génération, et la réalité actuelle du monde.

Et avec tout cela je n'ai rien dit d'original, parce que, dans tous les partis, on entend dire la même chose. C'est la preuve que quelque chose bouge.

Si je suis anarchiste, c'est parce que je pense qu'il y a là ce qui répondra aux attentes de beaucoup, bien plus largement que les cercles militants et au-delà des frontières idéologiques actuelles. Mais il me paraît prévisible que l'anarchisme ne se nomme plus comme tel (ni « post ») s'il veut être efficace. Dissous, assimilé, il revivifiera ainsi les luttes et les esprits.

Rodkol
rodkol@netcourrier.com

Facteurs sous pression

C'était un métier individualiste mais solidaire, au plus proche de l'usager. Mais La Poste ne voit plus en nous que des clients, et les agents sont soumis à l'impitoyable pression de la rentabilité.

À quoi servent les facteurs de la Poste ? À distribuer le courrier. C'est évident, me direz-vous. Eh bien, depuis quelques années maintenant, et de manière de plus en plus pressante, les agents chargés chaque jour de remettre le courrier dans notre boîte aux lettres ou à notre concierge sont « invités » à diversifier leur activité.

Les dirigeants de l'entreprise tiennent un raisonnement qui se veut imparable. Le courrier papier est en voie de disparition, le chiffre d'affaire baisse, battons-nous ensemble pour sauver la boutique. Alors ! Vous les facteurs, qui côtoyez les clients de près, soyez à la pointe du combat. Devenez des ambassadeurs dynamiques et conquérants. Vendez tout ce que vous pouvez. L'important est de refiler des produits qui rapportent (par exemple, des Chronopost bien plus chers que les lettres recommandées). Et, comme les facteurs n'ont naturellement pas la fibre de VRP, il est nécessaire de mobiliser ce petit monde.

Les responsables ne sont pas à court d'idées pour sensibiliser le personnel. Les établissements sont classés en fonction des ventes réalisées (comme au football, il y a des poules, des groupes). Le personnel compose des équipes qui se tirent la bourre. Les meilleurs peuvent espérer une prime. Et, pour les agents les plus performants, les directions ne reculent devant rien : bons cadeaux, noms des champions affichés dans le service, diplôme et poignée de main d'un cadre, et, soyons fous, cela peut même aller jusqu'à une photo, un article dans le journal de la direction.

Et les innovations ne s'arrêtent pas là. Des tâches nouvelles sont créées. Selon les villes, les régions, le facteur peut désormais installer des décodeurs, vendre des téléphones, relever les compteurs de gaz et d'électricité.

En fait, tout est mis en place pour développer la culture de la gagne. Le facteur doit avoir soif de réussite. Il ne sert à rien de gémir contre les suppressions d'effectifs et les salaires minables. Chacun peut s'en sortir individuellement si l'on s'y prend bien pour faire casquer le client.

Il y a pourtant nécessité et moyen de s'opposer à cette évolution sans frein. Contester les consignes infantilisantes en revendiquant au quotidien le rejet de cette dérive dangereuse. L'originalité de ce métier, c'est d'accomplir un acte précis : la distribution des plis. C'est aussi rendre des services aux usagers : s'inquiéter, par exemple, si la petite mamie a besoin qu'on lui porte de l'argent à domicile, mais aussi si on peut l'aider à remplir des formulaires administratifs ou autres. En résumé : prendre le temps de jouer un rôle social qui est incompatible avec la recherche de profit.

Hervé Roveili

Cathos pour tous

On savait qu'ils les utilisaient pour penser. Voilà maintenant que les curés usent leurs pieds à manifester…

C'est bien connu, quand le clergé éternuait la France ne s'enrhumait pas forcément à tous les coups et nous étions quelques-uns à penser que l'anticléricalisme, au bout du compte, c'était bon en 1905. La tentative de démonstration de force du 13 janvier pourrait bien nous amener à une petite révision qui pour ne pas être déchirante n'en serait pas moins salutaire.
Il y avait eu la « guerre » scolaire en 1984 au terme de laquelle le pouvoir socialiste avait capitulé en rase campagne, mais on était malgré tout assez loin des problèmes de mœurs et de morale dont tous les bons réacs, pas nécessairement bobos, commencent à nous saouler depuis quelques semaines. Car enfin le mariage a-t-il le moindre début de commencement d'une vertu ? A-t-on vraiment besoin de l'État ou à tout le moins de l'administration dans nos cuisines équipées ou nos chambres à coucher ? Naturellement non ! Les enfants de parents homosexuels, hétérosexuels, auront-ils les mêmes chances – si on peut parler de chances – d'intégration que les autres ? À cette question, les donneurs de leçons de morale sont infoutus d'y répondre clairement. Mais « *aucune morale, aucun effort ne sont a priori justifiables devant les sanglantes mathématiques de notre condition* », écrivit Albert Camus. Alors ne laissons personne regarder dans nos slips ce qui s'y passe, comme les curés en crèvent d'envie.

Sur le point d'affronter une situation périlleuse, ce groupe de prêtres n'hésite pas à mettre en œuvre les précautions les plus élémentaires (DR).

Que toute cette racaille cléricale, qui a fait vœux de célibat et de chasteté (faut-il détester la vie à ce point !), dénonce et condamne tous les pédophiles avérés qu'elle se trimbale et on y verra sans doute un peu plus clair à défaut de sympathiser avec elle et d'avoir œil neuf, justement, sur leur morale un peu fétide.
Mais l'enthousiasme c'est comme les nouilles, ça refroidit vite et, vingt-quatre heures après ce happening, il n'y a déjà plus grand-chose dans la presse. Celui de tous ces versaillais va-t-il faiblir ? Il ne faudrait pas s'en réjouir trop vite !

Émile Vanhecke

Au-delà du mariage

L'institution du mariage est l'une des plus anciennes institutions, consistant à limiter les possibles, à établir un contrôle social sur nos identités, nos désirs et nos sentiments. La revendication du « mariage pour tous » doit éviter l'écueil de légitimer ce que suppose cette institution : la domination sociale.

Sous la notion de mariage (et plus généralement d'union, qu'elle soit légalisée ou libre), se tapissent les fondements mêmes de la société étatiste et capitaliste actuelle : la domination et la propriété privée.

L'institution du mariage se définit ainsi traditionnellement et jusqu'à aujourd'hui en termes de transmission d'un capital (financier et génétique), de devoirs juridiques contraignants, de domination de la norme hétérosexuelle, de statuts réciproques de « l'homme », de « la femme » et de « l'enfant ». Statuts non naturels mais culturels, organisant la domination masculine et adulte d'une part et, d'autre part, fondant d'autre part le fait inacceptable que les uns (enfants, femmes) appartiendraient exclusivement à d'autres qui en seraient les propriétaires (l'homme adulte). La notion de famille implique ainsi la relégation des individus à un âge, notion éminemment culturelle, à un genre, notion elle aussi culturelle fondée sur l'aspect tout à fait bénin du sexe biologique, mais surdéterminant les rapports sociaux.

L'institution du mariage est l'une des plus anciennes institutions, consistant à limiter les possibles, à établir un contrôle social sur nos identités, nos désirs et nos sentiments, et à nous le faire intégrer dans notre intimité même, dans notre façon de concevoir et de juger le monde et les autres. Le mariage, ce dispositif central du patriarcat, est au cœur des rapports de hiérarchie (domination de « la femme », domination de « l'enfant ») et de privation (organisation de la propriété privée, des biens… comme des personnes !).

La revendication du « mariage pour tous » doit éviter l'écueil de légitimer ce que suppose cette institution : la domination sociale et la propriété privée… sous peine d'aboutir à un renforcement du dispositif bourgeois. L'abolition du mariage comme institution est une vieille proposition anarchiste, que nous partageons.

Mais comment aller vers cette abolition et vers le respect intégral des individus et leur libre association, dans une société où toute autonomie est détruite par le capital et l'État ? Où, pour vivre leur amour, les individus atomisés, en manque de repères sociaux, éprouvent parfois le besoin de se jeter sur le mariage comme on se jetterait sur la planche d'un navire en naufrage ?

Peut-être en affirmant que, dans cette revendication d'un mariage pour tous, nous ne revendiquons pas l'institution du mariage ; mais que nous voulons au contraire en finir avec lui, le dynamiter dans ce qui le fonde, le vider à terme de toute son essence mortifère et sclérosante, pour le ranger un jour au placard des mauvais souvenirs.

Le débat actuel sur le mariage homo, la filiation, l'adoption et la procréation médicalement assistée peut être une chance de remettre en question la distinction et la hiérarchie moisies entre « homme » et « femme », entre « hétérosexualité » et « homosexualité », « fidélité » et « infidélité », « adultes » et « enfants » (quelle affreuse prétention des individus « adultes » à vouloir disposer des individus « enfants », que ceux-ci soient issus de leurs gènes ou non, comme s'ils étaient les « leurs », leur propriété !). Toutes elles-mêmes des catégories factices et frustratrices, réduisant la richesse de la réalité vécue dans les rapports et les liens humains, qui se nouent et se dénouent.

Dans cette lutte encore longue et difficile pour éradiquer le mariage et la famille comme racines de la domination sociale et de la propriété privée, exclusive et excluante, nous ne sommes évidemment pas du côté des fachos ni des intégristes catholiques, musulmans et juifs aux « arguments » puants, dissimulant leurs prétentions malsaines à maintenir des gens dans la relégation, derrière le fard d'un débat « citoyen ».

Nous sommes du côté des individus que l'institution marginalise et réprime et que des sombres merdes agressent. Nous sommes solidaires avec leurs luttes, parce qu'à travers la conception traditionnelle du mariage ces personnes sont réprimées et agressées par le même patriarcat, la même coercition légale et la même propriété privée qui nous oppriment aussi. Des personnes qui aiment des individus du même sexe biologique sont empêchées de pouvoir accéder à des pensions de réversion, d'adopter des enfants, de concevoir des enfants. Des enfants sont dans l'angoisse de se retrouver séparés des adultes qu'ils aiment et avec lesquels ils vivent. C'est inacceptable.

Oui au mariage pour toutes et tous… pour qu'un jour enfin il n'y ait plus de mariage pour enchaîner quiconque.

Jeanine
Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

Crépuscule d'une idole

« Créer de nouvelles voies de circulation sur les autoroutes pour régler les problèmes d'embouteillage revient à desserrer sa ceinture pour lutter contre l'obésité » **Lewis Mumford**

Jean-Pierre Tertrais

Soumis à des restructurations, à des alliances, à des fusions dans le cadre d'un essoufflement de l'économie mondiale, d'une crise écologique et de reculs sociaux, le secteur automobile subit un sérieux revers (il n'est évidemment pas le seul puisque en France le cap des trois millions de chômeurs vient d'être franchi). Les suppressions de postes et les plans sociaux se multipliant, avec les drames humains, les souffrances qui les accompagnent, c'est évidemment la défense de l'emploi qui apparaît comme la préoccupation la plus urgente. D'où l'impératif de mobiliser, de faire converger les luttes en ne comptant que sur nos propres forces. Mais si cette « crise » ne débouche pas sur une profonde réflexion concernant la place démesurée occupée par la voiture, le doute instauré par un progrès technique incontrôlé, la finalité oubliée de la production, les contraintes incontournables de l'écologie, elle préparera des bouleversements plus terribles encore.

Une industrie en sortie de route

Malgré tous les subterfuges élaborés pour le doper, le marché de l'automobile est saturé. Et ce n'est pas une nouveauté : en France, c'est en 2005 que la circulation a diminué pour la première fois. Les voitures neuves se vendent mal ; des usines ne tournent qu'à 75 % de leurs capacités – et la plupart des constructeurs et des pays sont concernés (la production automobile en France est passée en sept ans de 3,7 millions à 2,3 millions d'unités). Avec des répercussions considérables chez les équipementiers et les sous-traitants. Par ailleurs, le parc automobile mondial atteint aujourd'hui un milliard d'unités (100 000 nouveaux véhicules par jour !) ; l'industrie automobile représente 12 millions d'emplois au sein de l'Union européenne, environ 10 % de la richesse nationale créée. La moitié des ressources mondiales sont consacrées à la voiture. Fallait-il imaginer que la logique du capitalisme mondialisé puisse assurer une expansion continue pour des millénaires ? Un système fondé sur la croissance, l'endettement, le déni de la réalité, la fuite en avant finit un jour par se heurter au problème des limites.

L'avènement du « tout-bagnole »

Depuis les premières automobiles construites le long d'une chaîne de montage, c'est-à-dire depuis l'œuvre de Henry Ford, dont Hitler disait : « *Je considère H. Ford comme mon inspiration* » (*Detroit News*, 31 décembre 1931), tout est mis en œuvre pour assurer l'expansion illimitée de l'automobile : elle doit devenir incontournable. Dès 1900, la presse automobile compte en France 25 publications. Les spots publicitaires envahissent rapidement les moyens de communication en exaltant la puissance, la virilité (en 2009-2010, Renault a investi 426 millions d'euros). La voiture est synonyme de plaisir, de liberté, d'aventure, d'évasion, d'où le fétichisme autour de cet objet d'adoration, vécu comme extension du domicile individuel, voire comme partie intégrante de l'individu lui-même. La mobilité devient signe d'émancipation ; le mouvement est érigé comme une valeur en soi, d'où le développement d'un tourisme prédateur. L'évolution de l'urbanisme contribue à éloigner les lieux de travail des lieux de vie (123 millions de déplacements quotidiens motorisés en France). L'essor du commerce

mondial provoque l'acheminement de milliers de tonnes de marchandises sur des dizaines de milliers de kilomètres (car la critique ne se limite pas au « tout-bagnole », mais s'étend au « tout-camion » et à l'avion). L'organisation du travail permet que des pièces soient fabriquées, assemblées, emballées dans des pays éloignés. Les courses automobiles et autres rallyes sont autant de vitrines à la gloire de cette industrie. Aux États-Unis et en Europe, on a même détruit délibérément des réseaux locaux de tramways, supprimé des milliers de kilomètres de voies ferrées et des petites gares pour assurer le triomphe de la technologie la plus ruineuse. C'est bien l'automobile qui a acculé à la faillite les réseaux ferroviaires et métropolitains.

La ville « moderne » a été conçue, non pour l'homme, mais pour la voiture. Et celle-là a rendu la grande ville puante, bruyante, asphyxiante, inhabitable. D'où la nécessité de toujours plus de voitures pour fuir l'enfer du macadam. Impeccable circularité, comme dirait André Gorz, qui rappelait que l'homme et l'espace ont subi la même fragmentation (éclatement de l'espace urbain et saucissonnage de l'individu en différentes fonctions, compartimentation entre les diverses dimensions de l'existence). Désintégration de l'homme amorcée avec la division du travail.

Un bilan hallucinant

Sans nier les services rendus au quotidien par la voiture, les conséquences de son emprise planétaire peuvent être qualifiées de désastreuses. Chaque année, plus d'un million de personnes meurent et 50 millions sont blessés, souvent grièvement, dans des accidents de la route (on peut ajouter au nombre des victimes la main-d'œuvre à bon marché nécessaire à l'extraction de diverses matières premières et à la construction, et largement située dans le « tiers-monde »).

L'utilisation des carburants multiplie les maladies respiratoires et les cancers (au moins 400 000 personnes mourraient prématurément par inhalation de particules fines chaque année en Europe) ; par ailleurs, une voiture absorbe annuellement plus d'une tonne d'oxygène.

Des milliards d'heures sont perdues annuellement par les utilisateurs dans les embouteillages ou les transports inutiles ; les nuisances sonores liées au trafic peuvent engendrer perturbations du sommeil, stress, manifestations d'angoisse, voire lésions auditives. Des surfaces considérables de bonnes terres agricoles disparaissent définitivement sous l'asphalte (plus de 90 000 hectares de ces terres sont artificialisés chaque année en France).

Les différents milieux « naturels » subissent une dégradation et une fragmentation qui portent atteinte à la stabilité des écosystèmes et à la biodiversité ; 300 000 litres d'eau sont nécessaires pour produire un seul véhicule, et chaque véhicule requiert plus de vingt fois son poids en matières premières ; 25 millions de barils de pétrole sont déversés volontairement ou accidentellement chaque année dans le monde ; en France, 2 millions de véhicules légers sont jetés chaque année, soit 280 000 tonnes de vieux pneus, 30 000 tonnes de résidus de batteries (plomb, cadmium hautement nocifs), 400 000 tonnes de déchets industriels spéciaux.

Régulièrement, des guerres meurtrières (dont les deux guerres mondiales) sont conduites pour l'appropriation d'une ressource finie, le pétrole, déstabilisant l'ensemble de la géopolitique mondiale (rappelons aussi que certains constructeurs, comme Citroën, avaient commencé leur carrière dans l'industrie de guerre).

La circulation automobile est un des facteurs principaux des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire des perturbations climatiques dont les conséquences sont incalculables.

Le tout, en engloutissant des sommes gigantesques d'argent public (les nuisances dues à l'automobile absorbent près de 10 % du PIB européen). En outre, la voiture contribue à accroître les inégalités sociales. Si la marche maintient une égalité relative entre individus, toute accélération, s'appuyant sur des infrastructures souvent gigantesques, s'effectue au détriment des plus faibles. Les riches sont ceux qui peuvent bouger le plus, aller où bon leur semble, s'arrêter s'ils le veulent. La vitesse est bien trop chère pour être réellement partagée ; sa limitation est donc un garde-fou égalitaire. Par ailleurs, la voiture précipite la dissolution du collectif, des solidarités essentielles, accompagnant une idéologie qui façonne nos comportements vers l'individualisme, l'agressivité, la compétition, la haine de l'autre. La mobilité est un droit, mais la voiture privée n'est pas le bon outil pour le garantir.

Sauver le système…

Face aux difficultés auxquelles se heurte l'industrie automobile, c'est la crispation générale. On peut faire confiance à la puissance du lobby : il est hors de question de laisser sombrer une « filière d'excellence », quitte à obtenir la caution de quelques scientifiques pour désamorcer les critiques portées contre l'automobile. Soucieux de rémunérer leurs actionnaires, les constructeurs profitent de l'aubaine pour accélérer la casse sociale (des dizaines de milliers d'emplois supprimés) et pour promouvoir de fausses alternatives technologiques (agrocarburants, voiture électrique, hybride, hydrogène, etc.). Or il faut répéter qu'il n'existe pas de voiture propre : une voiture ne se limite pas à une tonne de matériaux,

mais induit un système fondamentalement destructeur, un univers déshumanisé, celui des autoroutes, des rocades, des stations-service, des superpétroliers, des usines et des grandes surfaces. Les politiciens s'obstinent à renflouer le secteur et passent de la prime à la casse à l'aide à la voiture «écologique»… en programmant la construction de milliers de kilomètres de nouvelles voies autoroutières ! Adeptes de la croissance économique, les syndicats s'arc-boutent sur la seule défense de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Et la majorité de la population, pratiquant la politique de l'autruche, refuse la remise en cause d'un «outil» dont les conséquences négatives surpassent largement les bienfaits. À ceux qui s'acharnent à préserver, coûte que coûte, la filière automobile au nom de l'emploi (et de la liberté de circulation ?), il faut rappeler que le détournement des terres agricoles pour produire le carburant des riches accroît la pénurie de nourriture chez les pauvres, et que 88 % de la population mondiale n'utilise pas de voiture ! Peut-on combattre efficacement le capitalisme en s'acharnant à sauvegarder son plus beau fleuron ? Il serait profitable de méditer ces propos, qui ne sont pas d'un obscurantiste aigri, mais d'Aurelio Peccei, ancien dirigeant de Fiat et l'un des créateurs du Club de Rome : *« Il est indubitable que l'automobile individuelle, que nous utilisons deux ou trois heures par jour, qui occupe de l'espace et pollue les zones géographiques dans lesquelles nous passons la plus grande partie de notre vie, est un anachronisme »* (*Preuves*, n° 6,1971).

… ou changer de société

Et pourtant, cette «crise» fournit l'occasion rêvée d'engager un questionnement, une réflexion sur le type de société susceptible de concilier l'émancipation de l'homme et la gestion des écosystèmes sur le long terme. Parce que non seulement l'automobile ne conduit pas à l'émancipation des classes laborieuses, non seulement elle n'est pas un moteur de l'économie (elle asphyxie plutôt les finances publiques), mais elle accélère la raréfaction du pétrole et des matières premières (depuis l'exploitation du premier puits de pétrole, plus de 1000 milliards de barils ont été extraits des sous-sols, et on consomme quatre fois plus de pétrole que l'on ne découvre de nouveaux gisements). Notre dépendance extrême à l'égard d'un pétrole dont l'ère s'achève bientôt nous contraint à repenser radicalement notre façon d'appréhender l'espace, à résister à cette mode du «bougisme». Et surtout à envisager le problème de l'emploi, non sous l'angle d'une paix sociale, mais sous celui d'une production socialement utile et écologiquement respectueuse. La centralité de l'automobile est désormais caduque ; la culture asservie à la voiture a vécu. L'alternative à la voiture ne peut être que globale : pas seulement technique, mais essentiellement culturelle, philosophique, politique, civilisationnelle. Pour mettre en œuvre cette transformation, de nombreuses pistes s'offrent à nous :

– Redéfinir nos besoins réels en termes de déplacements utiles : l'hypermobilité tant glorifiée ne contribue en rien à l'épanouissement de l'homme. L'objectif est donc de réduire l'utilisation de la voiture et ses «dommages collatéraux», de modérer la vitesse, l'encombrement, de développer le covoiturage, le partage ou la location… Encore faudrait-il que l'individu sorte de son statut de «consommateur-automobiliste-téléspectateur».

– Promouvoir les modes de déplacement «doux» (un trajet sur deux s'effectue sur moins de trois kilomètres) : marche, vélo, patins à roulettes et transports en commun (à plusieurs conditions : la gratuité, le faible impact écologique, etc.).

– Multiplier les actions de désobéissance civile ou d'obstruction juridique lors de la construction ou de l'extension d'une autoroute, d'une rocade, d'un parking.

– Restaurer, à travers les quartiers, les communes, un cadre de vie à échelle humaine où règnent la convivialité, l'unité de la vie (habiter, travailler, s'instruire, se détendre, communiquer, etc.).

Mais un tel «programme» nécessite une sortie du capitalisme, une (ré)appropriation, non seulement de la rue, mais de l'ensemble de l'outil de production, des moyens d'existence. La colère ne suffira pas. Vous avez dit «révolution» ?

J.-P. T.

Révoltes massives en Slovénie

et perspectives anarchistes

En moins de trois semaines, il y a eu 35 manifestations dans 18 villes, qui ont regroupé plus de 70 000 participants

La Slovénie est secouée par la première révolte massive de ces deux dernières décennies, et la première qui soit principalement orientée contre l'*establishment* politique, contre les mesures d'austérité et qui, dans certaines villes, prend un caractère anticapitaliste.

En moins de trois semaines, il y a eu 35 manifestations dans 18 villes, auxquelles plus de 70 000 personnes ont participé au total. Les protestations se transforment souvent en affrontements avec la police qui tente de disperser brutalement les manifestations. 284 personnes ont été arrêtées, certaines libérées, d'autres non. Beaucoup de gens ont été blessés.

Tout a commencé au milieu du mois de novembre avec des gens qui protestaient contre le maire corrompu de la deuxième ville de Slovénie, Maribor (il a déjà démissionné). Ils sont venus avec des slogans du genre «*Il est fini*» («*Gotof je*») qui a été repris par la suite pour désigner plus ou moins tous les hommes politiques du pays. Les protestations se sont répandues dans tout le pays en seulement quelques jours. Elles sont de plus en plus la voie choisie par le peuple afin d'exprimer la colère sur les conditions générales de la société : ne pas avoir d'emplois, de sécurité, de droits futurs.

Les protestations sont décentralisées, anti-autoritaires et non hiérarchiques. Les gens qui ne sont jamais descendus dans les rues avant y participent. Elles se produisent dans des villes et villages qui n'avaient jamais vu la moindre protestation jusque-là. Les gens créent de nouvelles alliances, devenant camarades dans la lutte, et sont déterminés à poursuivre aussi longtemps qu'il le faudra. Nous ne savons pas combien de temps nous arriverons à rester dans la rue. Mais, une chose est sûre, les gens ont connu un processus d'émancipation et ont repris la parole qui leur a été violemment volée dans le passé. Et c'est quelque chose que personne ne pourra leur enlever.

FAO

Fédération anarchiste slovène, membre de l'Internationale des Fédérations anarchistes – IFA

Chronologie partielle des événements :

21 novembre, Maribor, 1 500 personnes.
26 novembre, Maribor, 210 000 personnes, 31 arrestations (relâchées depuis).
27 novembre, Ljubljana, 1 000 personnes.
28 novembre, Jesenice, 200 personnes.
29 novembre, Kranj, 1 000 personnes, 2 arrestations.
30 novembre, Ljubljana, 10 000 personnes, 33 arrestations, 17 blessés / Koper, 300 personnes / Nova Gorica, 800 personnes / Novo mesto, 300 personnes / Velenje, 500 personnes / Ajdovščina, 200 personnes / Trbovlje, 300 personnes.
1er décembre, Krško, 300 personnes.
3 décembre, Maribor, 20 000 personnes, 160 arrestations, 38 blessés / Ljubljana, 6 000 personnes / Celje, 3 000 personnes, 15 arrestations / Ptuj, 600 personnes / Ravne na Koroškem, 500 personnes / Trbovlje, 400 personnes.
4 décembre, Jesenice, 300 personnes, 41 arrestations / Brežice, 250 personnes.
5 décembre, Ljubljana, manifestation étudiante devant la Faculté des Arts, 500 personnes.
6 décembre, Ljubljana, manifestation étudiante devant le Parlement, 4 000 personnes / Koper, 1 000 personnes, 2 arrestations / Kranj, 500 personnes / Izola, 50 personnes.
7 décembre, Murska Sobota, 3 000 personnes / Bohinjska Bistrica, 50 personnes / Ajdovščina, 150 personnes / Ljubljana, 3 000 personnes.
8 décembre, Nova Gorica, 300 personnes.
9 décembre, Brežice, Sunday, 200 personnes.
10 décembre, Ljubljana, 100 personnes / Maribor, 200 personnes (manifestation de solidarité avec les personnes arrêtées) / Ptuj, 200 personnes.

(À suivre…)

Sous les pluies de la digne rage

Actualité du zapatisme

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Le 21 décembre était une date attendue de l'année 2012. Bien que rares soient ceux qui ont réellement cru à l'avènement de la fin du monde (ouf !), beaucoup se sont tout de même laissé aller aux blagues, aux canulars, à l'ironie pour célébrer la prétendue fin du calendrier maya. Une occasion de plus pour faire péter le champagne et se mettre une murge ? Peut-être… Mais les crises sociales que connaissent les peuples du monde depuis quelques années ne sont sans doute pas non plus tout à fait étrangères à l'engouement délirant qu'a suscité cette prophétie. Dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2013, Évelyne Pieiller évoque elle aussi cette donnée essentielle : « *Il est bien sûr difficile de ne pas mettre en relation l'inquiétude généralisée dans les pays saisis par la "crise" et l'attention, même moqueuse, portée à une prédiction qu'en d'autres temps on n'aurait pas pris la peine de considérer.* » On pourra, alors, se désoler que la misère sociale n'incite qu'à faire la fête… Mais ce serait aller bien vite en besogne, car, à plusieurs milliers de kilomètres de notre bel Hexagone, dans les montagnes du Sud-Est mexicain, quarante mille zapatistes – descendants de ces mêmes Mayas à qui on a fait dire tout et n'importe quoi – ont, eux, choisi le 21 décembre 2012 pour annoncer non pas la fin du monde, mais la fin d'un monde : celui, glacial et mortifère, du capitalisme.

Des milliers de zapatistes en action

« *Entendez-vous ? C'est le son de votre monde qui s'effondre. C'est le nôtre qui resurgit.* » Tel est le laconique communiqué que le Comité clandestin révolutionnaire indigène-commandement général de l'EZLN (CCRI-CG) a rédigé à l'occasion de cette démonstration de force du zapatisme version 2012. Quarante mille zapatistes, donc, ont défilé le 21 décembre, sous une pluie battante, dans les rues d'Ocosingo, de Las Maragaritas, de Palenque, d'Altamirano et de San Cristobal de Las Casas. Malgré le choix symbolique de la date, l'événement est éminemment politique et étroitement lié à la récente actualité du Mexique où, que ce soit à l'échelle du Chiapas ou de la

Fédération mexicaine, les têtes du pouvoir ont été récemment renouvelées.

Sur le trône de la nation, Felipe Calderón a cédé la place à Enrique Peña Nieto, tristement célèbre pour avoir été à l'origine, entre autres méfaits, de la cruelle répression de la lutte contre l'aéroport d'Atenco en 2006, pendant laquelle, outre les violents coups de matraque, des dizaines de femmes ont été violées par les flics. Au Chiapas, c'est Manuel Velasco Coello qui succède au gouverneur Juan Sabines Guerrero (Parti de la révolution démocratique, PRD). Ce petit nouveau – il n'a que 32 ans – est rattaché au Parti vert écologiste du Mexique (plus couramment appelé Verde), organisation politique très conservatrice (certains la classent même à l'extrême droite) notamment connue pour sa campagne de 2008-2009 en faveur de la peine de mort (campagne qui lui valut de vives critiques de la part de son homologue européen). Il est également le petit-fils de Manuel Velasco Suárez, lui-même gouverneur du Chiapas entre 1970 et 1976, ce qui en dit long sur les ressorts de la politique de cet État…

Dans pareil contexte, la marche silencieuse de ces milliers de zapatistes résonne comme une mise en garde et un rappel. Le rappel de cette révolte qui gronde dans le Mexique, le rappel de la vitalité du zapatisme et du succès de ses réalisations. Elle porte aussi à ces deux dirigeants le témoignage poignant et plein d'espoir que, malgré les harcèlements constants orchestrés par les logiques de contre-insurrection (kidnappings, menaces, déplacements forcés), l'autonomie indienne se construit jours après jour au Chiapas, offrant au monde l'exemple de la pertinence d'autres possibles.

L'autonomie, toujours bien vivante

Le 30 décembre 2012, le sous-commandant Marcos, porte-parole de l'EZLN, a rompu le silence qu'il observait depuis sa dernière lettre au sociologue mexicain Don Luis Villoro (7 décembre 2011). Prenant la plume, il rédige le communiqué du CCRI-CG, lequel vient compléter celui, plus dépouillé, du 21 décembre. Dès les premières lignes, il exprime l'un des buts premiers de l'occupation pacifique de cinq fiefs urbains chiapanèques : sortir du silence pour témoigner de la vivacité du zapatisme après dix-neuf ans de lutte et de construction révolutionnaire. « *Suite au coup d'État médiatique qui voulait masquer l'ignorance mal dissimulée et plus mal feinte encore du pouvoir exécutif mexicain, nous nous sommes manifestés pour leur faire savoir à tous que, si eux n'avaient jamais disparu, nous non plus !* » Les médias sont, bien sûr, pointés du doigt, coupables de n'avoir jamais cessé d'être les auxiliaires du pouvoir mexicain, relayant les diffamations ou observant délibérément un silence de mort, tant sur les réalisations concrètes du zapatisme que sur les incessantes atteintes aux droits des communautés indiennes : « *Les grands moyens de communication*

ont tenté de nous faire disparaître, d'abord par la calomnie servile et opportuniste, par leur silence sournois et complice ensuite. » Si l'entreprise médiatique de désinformation est avérée au Mexique – où elle est un pilier de la stratégie de contre-insurrection –, elle l'est aussi ailleurs, à l'international, où, comme en terre mexicaine, les grands médias non seulement sont les hérauts des systèmes de domination, mais répondent aussi inexorablement à des logiques marchandes qui définissent, avec les mêmes ressorts que la mode, les sujets traités. Combien de journaux, de radios et de chaînes de télévision, en France, abordent aujourd'hui la question zapatiste ? Même le très altermondialiste *Monde diplomatique* a fini par se taire[1], après en avoir pourtant abondamment parlé (ses colonnes avaient même été ouvertes à la prose de Marcos[2]). Le sous-commandant évoque d'ailleurs ces changements d'attitude de la part de certains médias au départ pourtant très favorables à l'insurrection zapatiste : « *Par le passé, nous avons eu la chance de bénéficier d'une attention honnête et noble de divers moyens de communication. À l'époque, nous les en avons remerciés, mais cet état de choses a été complètement effacé par leur attitude ultérieure.* »

Malgré le black-out médiatique, Marcos rappelle que, « *quand il n'y avait ni caméra, ni microphone, ni stylo à bille, ni oreilles, ni regard, nous continuions à exister* ». Et l'autonomie de se développer, construisant dans ce coin reculé du monde qu'est le Chiapas un espace de liberté, non capitaliste et non étatique. Ce modèle révolutionnaire de société a d'ailleurs permis d'améliorer en profondeur les conditions de vie des communautés indiennes. « *Au cours de ces longues années, nous avons gagné en force et nous avons significativement amélioré nos conditions de vie. Notre niveau de vie est supérieur à celui des communautés indigènes proches des gouvernements successifs, qui, elles, bénéficient de leurs aumônes et les gaspillent en alcool et en articles inutiles* », écrit le sous-commandant. Écoles et hôpitaux se développent et fonctionnent efficacement ; si bien, d'ailleurs, que nombreux sont les indigènes non zapatistes qui y ont également recours. D'un point de vue économique, les moyens de production ayant été récupérés et réorganisés, « *notre travail nous donne la double satisfaction de nous fournir le nécessaire pour vivre dignement et de contribuer à la croissance collective de nos communautés* ». Cette expérience authentiquement révolutionnaire, riche en enseignements pour tous les peuples du monde qui vivent écrasés sous le joug capitaliste, n'évolue cependant pas coupée du reste de la planète, et Marcos insiste sur ce point essentiel de la démarche zapatiste de transformation sociale : « *Notre culture s'épanouit, non pas isolée mais enrichie au contraire par le contact avec la culture d'autres peuples du Mexique et du monde.* » Toujours pas de logique sécessionniste ou autarcique, donc, toujours pas de repli identitaire ni de rejet de celui qui vient d'ailleurs. Mais toujours ce désir subversif de construire quelque chose de nouveau, nourri par les imaginaires rebelles d'une humanité entrée en résistance.

Vers où va donc l'EZLN ?

Via le communiqué du 30 décembre 2012, intitulé « L'EZLN annonce de prochaines initiatives », le CCRI-CG définit son action pour les mois à venir. Celle-ci s'articulera principalement autour de cette volonté – essentielle – d'établir, ou de rétablir, des contacts avec les autres acteurs de la transformation sociale radicale au Mexique et dans le monde, « *non pas pour en prendre la tête ou pour les supplanter mais pour apprendre d'eux et de leur histoire, de leurs chemins et de leurs buts* ». Ces autres acteurs, les zapatistes ne les cherchent pas dans les partis politiques ou dans les sphères de l'État vis-à-vis desquels ils préfèrent observer « *une distance critique* », ces derniers n'ayant jamais « *rien fait d'autre que s'enrichir aux dépens des besoins et espoirs des gens humbles et simples* ». Ces autres acteurs, les zapatistes les chercheront « *en bas à gauche* », c'est-à-dire dans des luttes et des résistances populaires qui n'affichent d'autre volonté que de rompre avec l'injustice et l'exploitation, qui n'ambitionnent nulle conquête du pouvoir et qui s'organisent horizontalement, sans leaders électoralistes ni parti institutionnel.

Cette quête d'une unité plurielle – agir ensemble dans le respect d'une certaine diversité – a très vite été voulue par les zapatistes, et elle avait déjà commencé à prendre forme en 2006 avec la création de l'Autre Campagne, vaste mouvement regroupant une multitude d'organisations, de groupes, de collectifs et d'individus en lutte au Mexique. On est cependant en droit de se demander, à la lecture de ce récent communiqué de l'EZLN, comment les zapatistes comptent raviver les contacts noués depuis leur entrée en résistance et comment ils entendent en établir de nouveaux. Et, surtout, à quoi, concrètement, ces relations aboutiront. Sur ces différents aspects, la plume de Marcos reste malheureusement très évasive, se contentant d'annoncer

que « l'EZLN *fera connaître une série d'initiatives à caractère civil et pacifique pour lui permettre de continuer à faire son chemin avec les autres peuples originaires du Mexique et de l'ensemble du continent, ainsi qu'avec les personnes qui, au Mexique et dans le monde entier, résistent et luttent, en bas et à gauche* ». Il faudra donc attendre de prochains communiqués ou, mieux, les actions prévues pour en savoir davantage.

Autre « lacune », ou frustration : si on connaît le chemin qu'empruntera la révolte (celui de la convergence des luttes populaires), où mène-t-il ? Certes, les réalisations du zapatisme au Chiapas dans les communautés en rébellion donnent un certain nombre de pistes de réflexion et d'exemples pratiques, mais le Chiapas n'est pas le Mexique, et le Mexique n'est pas le monde. Or les ambitions révolutionnaires du zapatisme ne se cantonnent pas aux seules montagnes du Sud-Est mexicain, et, fort judicieusement, il ne manque jamais d'appeler les peuples du monde à se révolter et à penser un autre modèle de société. La difficile réussite de la création d'une zone d'autonomie au Chiapas semble aujourd'hui inenvisageable dans bien d'autres pays, et en France en particulier où une réelle réappropriation collective des moyens de production semble compliquée en dehors d'un mouvement révolutionnaire.

Dès lors, quels liens établir entre ces « zones libérées » – qui ne le restent d'ailleurs que partiellement – et les mouvements et mouvances révolutionnaires internationales aux possibilités différentes, toutes conditionnées par leurs environnements (géographiques, culturels, historiques, temporels) respectifs ? Quand bien même d'autres « zones libérées » seraient possibles, peut-on s'en contenter ? Peut-on sérieusement penser que leur multiplication finira par « asphyxier » le capitalisme ? Comment lier, en révolutionnaires conséquents, ces deux temporalités complémentaires que sont l'immédiateté alternative et le futur révolutionnaire ? Ces questions sont bien sûr compliquées, mais on ne peut en faire l'économie sans risquer de ne jamais dépasser l'horizon, au demeurant nécessaire, du réformisme radical.

Non, le capitalisme ne meurt pas

De même que la fin du monde n'a pas eu lieu, le système capitaliste, contrairement à ce qu'assènent certains (du genre : « *Le capitalisme est en train de crever, achevons-le !* »), n'est pas au bord du gouffre, et la crise qu'il connaît aujourd'hui annonce moins sa propre mort que sa pérennisation dans le temps et l'espace. Non seulement il ne meurt pas, mais il sortira renforcé et revigoré de cette mauvaise passe. Alors, et n'en déplaise aux tenants de l'historicisme marxiste, il serait bien vain d'attendre une quelconque chute imminente et « naturelle » : c'est à nous-mêmes d'abattre le capitalisme et de construire, sur ses ruines, notre émancipation. Comme le dit le sous-commandant Marcos dans le communiqué du CCRI-CG : « *Tout cela* [l'autonomie] *a été obtenu non seulement sans le gouvernement, sans la classe politique ni les médias qui vont avec, mais aussi en résistant à leurs attaques de toutes sortes.* » Les acquis ne s'obtiennent qu'en les arrachant à ceux qui nous les refusent et, si nous restons passifs, les bras croisés à attendre la fin, alors nous n'aurons rien. Reste à être vigilants sur nos combats, le capitalisme ayant cette capacité perverse et ô combien efficace de s'accommoder, voire de se nourrir, de la contestation.

Aujourd'hui, l'expérience zapatiste est source d'espoir pour l'avenir et de motivation pour les luttes en cours. Elle témoigne que rien n'est perdu et qu'une fois encore le fatalisme fait fausse route. Avec le 21 décembre 2012, les Mayas sont entrés dans une nouvelle ère, amenant dans leurs bagages un monde nouveau. Un monde encore tout petit, quelques milliers de kilomètres carrés quelque part dans les montagnes du Sud-Est mexicain. Mais un monde en gestation, un monde qu'ils appellent à partager, sous la lueur d'une lune rebelle, avec les peuples en résistance d'une Terre meurtrie. **G. G.**

---

1. Il est d'ailleurs « amusant » de constater que l'un des derniers articles du *Diplo* sur le zapatisme, signé du sociologue Bernard Duterme et publié en 2009, s'intitulait « Passés de mode, les zapatistes ? ». Oui, passés de mode…

2. Sous-commandant Marcos, « Naissance d'une nouvelle droite : le fascisme libéral », in *Le Monde diplomatique* n° 557, août 2000.

Saines analyses de la Clac

La Convergence des luttes anticapitalistes a été créée en 2000 pour organiser des manifestations contre le sommet des Amériques à Québec. L'altermondialisme était alors en pleine effervescence. Échos…

En janvier 2010, des militantes et militants de Montréal on lancé un appel pour refonder la Convergence des luttes anticapitalistes (Clac), en prévision des mobilisations contre le sommet du G20 à Toronto fixé en juin. La Clac avait été créée en 2000 pour organiser des manifestations contre le sommet des Amériques à Québec, en avril 2001. L'altermondialisme était alors en pleine effervescence. Consciente du pluralisme inhérent au « mouvement des mouvements », la Clac avait proposé d'adopter le « *respect de la diversité des tactiques* ». La Clac s'est dissoute en 2006, ses militantes et militants préférant concentrer leurs efforts sur des fronts de lutte spécifiques, en particulier l'aide solidaire aux immigrantes et aux immigrants et les mobilisations contre la guerre en Afghanistan.

Plusieurs de ces militantes et militants de la « première » Clac étaient d'ailleurs de l'assemblée de refondation, sachant que le G20 à Toronto était une occasion intéressante de mobilisation sur des bases radicales. Malgré un nombre élevé d'arrestations (environ 1 200), la mobilisation est en général considérée comme un succès. Les milliers de policiers, une opération d'infiltration de plusieurs mois et des arrestations « préventives » des « leaders » anarchistes n'ont pas miné la capacité d'action des forces radicales, à la mobilisation desquelles la Clac avait contribué en organisant le transport d'un millier de personnes. Alors qu'une manifestation de grands syndicats et d'organisations non gouvernementales continuait de défiler paisiblement, un Black Bloc d'environ 150 participants, accompagné par près d'un millier de manifestants, s'en détachait, fracassant sur son passage des dizaines de vitrines, de symboles du capitalisme, du patriarcat, des médias de masse et de la police. Le contre-spectacle militant a réussi, une fois de plus, à perturber le spectacle protocolaire de l'élite mondiale, à ridiculiser les forces policières et à exprimer de manière combative une critique radicale du capitalisme.

Mais, avant cet événement lui-même, la nouvelle de la refondation de la Clac a donné l'idée à quelques professeurs de l'Université du Québec à Montréal (Uquam) d'organiser un colloque sur le thème du capitalisme et de l'exploitation, qui s'est tenu la veille du 1er mai 2010. L'objectif était d'exprimer une solidarité avec le mouvement anticapitaliste et d'inviter des militantes et militants à présenter leurs campagnes et leur matériel de mobilisation.

Deux ans plus tard, un livre paraît, qui regroupe quelques textes des communications présentées cette journée-là, ainsi que d'autres chapitres sollicités pour l'occasion.

Pour résumer de manière schématique, l'ouvrage propose deux types de textes. Certains offrent une présentation synthétique de théoriciens ou de thèses qui méritent d'être discutés à nouveau, pour mieux comprendre les enjeux d'aujourd'hui.

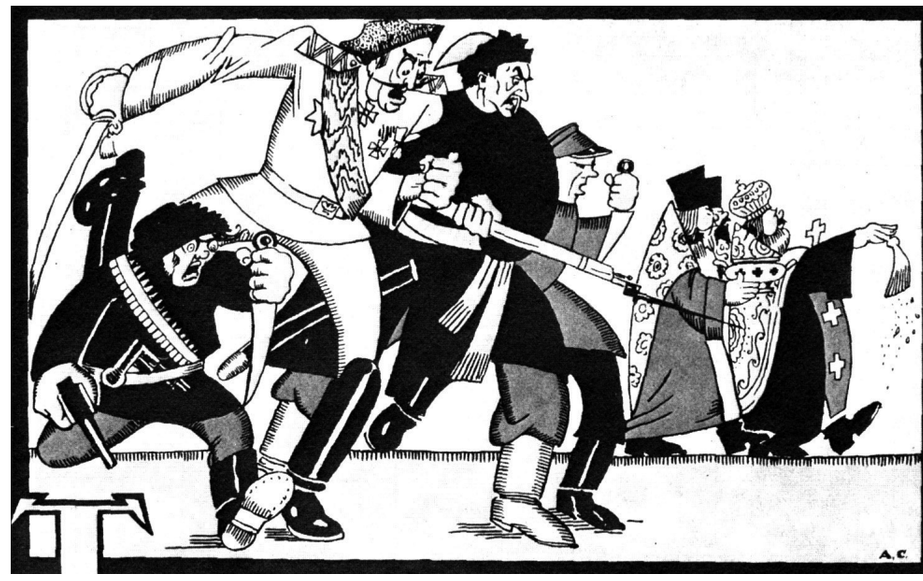
L'historien Martin Petitclerc présente Karl Polyani, qui a expliqué les effets de l'émergence du capitalisme sur les sociétés occidentales au XIXe siècle, ce qui lui a permis d'évoquer d'autres « *mondes possibles* ». La sociologue Anouk Bélanger discute pour sa part de la pensée de Raymond Williams, un théoricien néomarxiste spécialiste de la culture, objet qu'il aborde dans une perspective matérialiste, dépassant ainsi la fausse dichotomie entre la structure et la superstructure qui bloque trop souvent la pensée marxiste quand elle cherche à analyser les phénomènes culturels. Deux doctorantes en sociologie, Mélissa Blais et Isabelle Courcy, mettent en débat Karl Marx et la féministe Christine Delphy, pour bien montrer que l'économie domestique participe réellement à la production de biens et de services et que les femmes constituent une force de travail exploitée par les hommes, individuellement et collectivement. J'essaie pour ma part, même si cette entreprise mériterait un plus long développement, de rappeler les thèses des anarchistes sur l'exploitation et de démontrer que l'État n'est pas seulement une institution qui défend la bourgeoisie, mais qu'il est en soi un système de domination et d'exploitation économique.

D'autres textes offrent des réflexions sur des phénomènes contemporains, à savoir le système financier du capitalisme avancé (par le sociologue Éric Pineault), les dynamiques qui ont permis à l'État russe postsoviétique de s'inscrire contre les oligarques comme un appareil de contrôle et d'exploitation économique (par le politologue David Mandel), les prétentions trop souvent ambiguës des artistes qui se disent anticapitalistes (par Luc Bonenfant, en études littéraires) et les défauts politiques du slogan « *Nous sommes les 99 %* » qui a fait la gloire du mouvement Occupy, mais qui évacue l'analyse de classe, ainsi que de sexe et de « race » (par le sociologue Marcos Ancelovici).

Par esprit de cohérence politique, et par solidarité, les revenus de la vente de ce livre sont versés à la Clac.

Francis Dupuis-Déri

Francis Dupuis-Déri (dir.), *Par-dessus le marché ! Réflexions critiques sur le capitalisme*, Montréal, Écosociété, 2012, 263 p., 19 euros.



Affiche de propagande bolchevique : Nestor Makhno (à l'extrême gauche) forme l'avant-garde de la contre révolution, avec le général Wrangel, Petlioura et l'Église russe.

Quand la base est bafouée

Frank Mintz

Alexandre Skirda a réalisé un ouvrage pétri de faits et de sobres citations d'après les documents édités par l'historiographie soviétique et ceux des historiens russes débarrassés de la censure marxiste-léniniste.

Kronstadt et ses combattants illustrent la tragique constatation que les désirs de conciliation, de l'usage modéré de la résistance armée contre les troupes incitées à combattre avec acharnement avec les mitrailleuses des tchékistes dans le dos (p. 337, 346) et, surtout, d'un sursaut solidaire du prolétariat de Petrograd échouèrent en partie sur les trois plans.

En effet, les premiers détachements de l'Armée rouge fraternisèrent avec les Kronstadiens (document kronstadien, p. 161 et suivantes), au point de combattre ensuite avec eux comme les forces du PC. Il en fut de même pour une partie des militants du PC qui avaient déchiré leur carte, à cause des mensonges de leurs dirigeants et de la justesse des revendications exprimées durant les assemblées générales de début mars 1921 à Kronstadt.

Quant aux prolétaires de Petrograd, ils étaient visiblement au bord de l'inanition *« grâce à la juste politique du CC du PC bolchevique et de son guide le camarade Vladimir Lénine »* (pastiche du style du socialisme réel appris en Bulgarie entre 1965 et 1967).

Cela est expliqué par le résumé d'une entrevue (sans doute fin février 1921) de délégués de Kronstadt dans une usine de Petrograd, avec des gardes armés du PC et les ouvriers. Devant le silence de ces derniers, un Kronstadien s'exclame : *« Pourquoi vous taisez-vous ? On ne vous a tout de même pas arraché la langue ? »*

La réponse est limpide : *« Oui, camarades, nous n'avons plus de langue et plus de mémoire, notre aspect en témoigne. Je sais ce qu'il adviendra de moi après votre départ mais, puisque vous êtes de Kronstadt, dont on se sert sans arrêt pour nous faire peur, et que vous voulez savoir la vérité, la voici : nous sommes affamés, mal vêtus et mal chaussés, aussi le froid nous transit, et surtout nous sommes terrorisés moralement et physiquement. Nous ne pouvons plus vivre ainsi ! Nous n'avons plus de forces ! À chacune de nos demandes et revendications, le pouvoir répond par la terreur. La terreur, sans cesse la terreur… Allez voir les prisons de Petrograd, vous verrez combien de nos camarades ont été emprisonnés. […] Non, camarades, cela ne peut plus continuer ainsi, le temps est venu de dire ouvertement aux communistes : arrêtez de vous cacher derrière votre nom. À bas votre dictature […] »* (document kronstadien, p. 352).

Comme aujourd'hui, le quasi-monopole des informations et de la propagande est un facteur clé de la manipulation des foules. Mais les insurgés de Kronstadt ont démontré comment les calomnies, les arguties les plus abjectes des Lénine, Kamenev (disant aux Kronstadiens qu'ils marchent pour des *« généraux tsaristes »* et que, s'ils s'obstinent, *« on vous tirera comme des perdrix »*, 4 mars 1921, p. 146) et Trotski se volatilisaient devant la logique des revendications des Kronstadiens (p. 125-126).

En me bornant à commenter cinq demandes, je crois qu'on touche à l'essentiel de la démocratie à la base.

« 1) Procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du scrutin secret. […].

2) Instaurer la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour tous les partis socialistes de gauche.

3) Garantir la liberté de réunion pour les organisations syndicales et paysannes.

5) Libérer tous les prisonniers politiques socialistes, ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins emprisonnés à la suite de mouvements revendicatifs.

6) Élire une commission de révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration. »

Le scrutin secret permet à chacun de voter après avoir entendu et examiné différents arguments en assemblée générale. Les votes à main levée en AG sont souvent défendus par les manipulateurs.

On constate la logique entre ce point et l'instauration et la garantie de la liberté de parole et de réunion.

Quant à la libération des *« prisonniers politiques socialistes »* et le contrôle de la situation de détenus *« des camps de concentration »*, il pose un problème à la fois comique et nauséabond. Si au bout de quelques années la révolution sert à emprisonner des révolutionnaires, à quoi bon l'avoir faite, aurait dit Marx (Groucho, forcément) ?

Skirda ne s'est pas arrêté sur ce « détail ». Je pense qu'il souligne, d'une part, que ces

Alexandre Skirda, *Kronstadt 1921. Prolétariat contre dictature communiste*, Paris, les Éditions de Paris Max Chaleil, 2012, 376 p., 23 euros.

camps étaient assez nombreux et connus pour alerter les révolutionnaires de la base, et de l'autre, que la décision et la finalité de ces camps reviennent à Lénine et à l'organe pensé, désiré et créé par lui le 20 décembre 1917, « *la commission extraordinaire pour toute la Russie de lutte contre la contre-révolution et le sabotage* », la Tchéka.

Et toute l'argumentation des Lénine, Kamenev et Trotski (présente dans tous les chapitres du livre de Skirda) est une application presque théâtrale de ce que prévoyait Bakounine en 1873 dans *Étatisme et révolution*. « *[…] le peuple ignorant a besoin d'une bonne tutelle. […] La masse du peuple sera […] sous le commandement direct des ingénieurs de l'État qui formeront une nouvelle caste politico-savante privilégiée. […] Le peuple n'aura pas la vie plus facile quand le bâton qui le frappera s'appellera populaire* (p. 349, 219, choix de Noam Chomsky, *Les Intellectuels et l'État*, 1977).

« *Lénine affirmera dans un discours pour le premier anniversaire de la prise du pouvoir, que l'important pour nous, c'est que la Tchéka applique directement la dictature du prolétariat, et à cet égard son rôle est inestimable. Il n'existe pas d'autres voies pour libérer les masses, hormis celle de l'écrasement des exploiteurs par la violence. Voilà ce dont s'occupe la Tchéka, voilà son mérite devant le prolétariat* » (p. 27).

« *Kronstadt, le danger vient de ce que leurs mots d'ordre ne sont pas socialistes révolutionnaires mais anarchistes* » (p. 121).

« *C'est maintenant précisément qu'il faut donner une leçon à ces gens, de façon que pour des décennies ils ne puissent même pas penser à quelque résistance que ce soit* » (p. 186). C'est sans doute parce que l'insurrection de Kronstadt eut lieu au moment du cinquantième anniversaire de la Commune de Paris que Lénine trouva davantage son inspiration chez Thiers et Gallifet que chez Marx et Engels.

« *Cette contre-révolution* [Kronstad] *a ceci de particulier qu'elle est petite-bourgeoise, anarchiste, et j'affirme qu'il existe un lien entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste et les mots d'ordre de l'Opposition ouvrière* » (p. 163). Lénine, dans le rôle prévu par Bakounine, profitait de Kronstadt pour se débarrasser de ses derniers adversaires au sein du PC. Un bel exemple de socialisme scientifique !

Quant à Trotski, le subordonné de Lénine, il est cité comme organisateur de la répression (document kronstadien, p. 334-335 et dans *les Izvestia* de Kronstadt et l'organisation de la répression, p. 140 et suivantes, p. 150) et Skirda lui consacre un chapitre.

Peu importe aujourd'hui si les « tuteurs » du peuple sont des frères musulmans, des indignés ou des pseudo-anarchistes. Kronstadt et le destin des révolutions arabes se rejoignent sur un même plan : la prise de conscience à la base est capable de secouer toute la société. Le chemin à parcourir pour réorganiser cette société est à réinventer à partir de la base. Toute autre voie est l'antichambre de la dictature, néolibérale ou autre. **F.M.**

À vous faire regretter d'en avoir terminé

Amours singulières
Nombreuses histoires de vie entrecroisées
Auteurs à succès
Recherches policières difficiles
Complications nombreuses
Horlogerie bien huilée
Inventivité magistrale
Étonnement continuel

« *Le premier chapitre est essentiel. Si les lecteurs ne l'aiment pas, ils ne liront pas le reste de votre livre.* »

Avec ce second roman « américain » – qui, je l'espère, sera bientôt le deuxième d'une œuvre déjà très riche –, le jeune Helvète Joël Dicker nous offre la meilleure œuvre de fiction de l'année 2012.

Déjà récompensé par le prix des écrivains genevois pour son premier manuscrit, *Les Derniers Jours de nos pères*, c'est un auteur majeur du XXIe siècle qui brille aujourd'hui de tous ses feux. Grand prix du roman de l'Académie française, prix Goncourt des lycéens, le gros pavé (670 pages) dont il est question aujourd'hui est aussi un cri d'amour à la littérature et à la vie.

Les personnages centraux… Marcus Goldman, écrivain américain dont le premier ouvrage a connu un immense succès en 2006, aujourd'hui en panne d'inventivité ; Harry Québert, maître à penser du précédent, écrivain ayant connu cette même foudroyante reconnaissance des lecteurs et de la critique, en 1975, pour un roman sur un amour impossible, *Les Origines du mal*, et devenu un personnage national très important ; Nola, jeune fille de 15 ans, disparue en été 1975, à Aurora, New Hampshire.

Autour des ces trois protagonistes s'organise toute un microcosme qui grouille d'humanité, avec ses richesses et ses horreurs, ses tendresses et ses brutalités, alors que se précise la candidature démocrate d'Obama à la nomination suprême. Hommes pervers, femmes jalouses, amoureux et violents. Joies, bonheurs… mais aussi morts, douleurs, tristesse et folie. Tous les sentiments qui peuvent traverser la vie humaine sont ici présents et nous sont montrés lors d'une enquête sérieuse menée par Marcus pour son ami Harry et dans laquelle les fausses pistes mènent à des découvertes étonnantes.

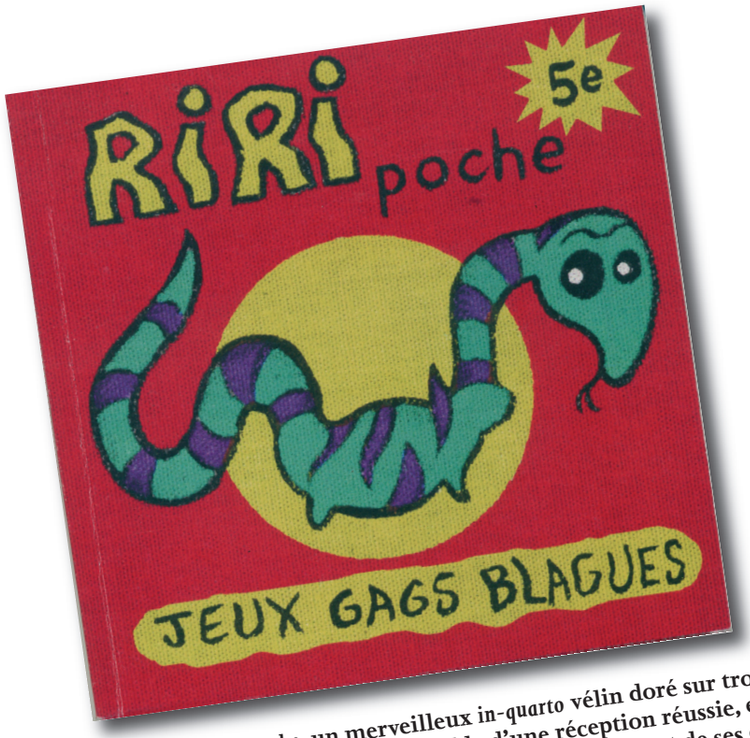
N'ayant aucune envie d'en dévoiler plus, pour vous laisser découvrir seuls la beauté de cet ouvrage, il me reste à noter que chaque chapitre (parmi les trente et un numérotés de 31 à 1) est précédé d'un conseil littéraire du maître à l'élève, dont le dernier assène : « *Un bon livre, Marcus, est un livre que l'on regrette d'avoir terminé.* »

Pour le lecteur, c'est aussi un critère d'appréciation dont il faut tenir compte. Cette affaire Harry Québert se laisse quitter à regret et avec une seule envie : reprendre tout de zéro et suivre à nouveau les méandres de cette épopée humaine, littéraire et policière pour en mieux apprécier les petits secrets et les grands bonheurs.

À lire absolument !

Serge Moulis

Joël Dicker, *La Vérité sur l'affaire Harry Québert*, Éditions de Fallois-L'Âge d'Homme, 2012.



RIRI poche, un merveilleux in-quarto vélin doré sur tronche, complément indispensable d'une réception réussie, est l'œuvre de Riri, dessineuse émérite du *Monde libertaire*, et de ses copains. Pour enfants et adultes seulement ! On pourra se le procurer à Fatalitas, 3, rue Édouard-Vaillant, 93100 Montreuil, et bientôt à Publico.

Nemo, Jhano, Riri, Aurelio, Krokaga, Valere, Jokoko, Lardon, Slo...
Des dessinateurs du *Monde libertaire* illustrent l'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire.
En vente 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, www.librairie-publico. com

La Fédération se développe

Consultez le nouveau blog du groupe George-Orwell de **Martigues** : http://groupemartiguesfederation anarchiste. wordpress. com Courriel : groupe-orwell-martigues@federation-anarchiste.org

Un deuxième groupe de la Fédération anarchiste s'est créé en Moselle, à **Thionville**. Pour tout contact : groupedemetz@federation-anarchiste.org qui transmettra.

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre à : abbeville@federation-anarchiste. org

Une liaison est présente à **Meaux** (77). Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste. org

Une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Le groupe Fresnes-Antony nous fait part de son courriel : groupe **Fresnes-Antony**-Anar'tiste dans les Hauts-de-Seine. fresnes-antony@federation-anarchiste.org

Une liaison de la Fédération anarchiste est désormais présente à **Issoudun** dans le département de l'Indre (36). Vous pouvez la joindre à l'adresse issoudun@federation-anarchiste.org

Un nouveau groupe de la FA s'est formé à **Lille** (59), groupe de Lille : lille@federation-anarchiste. org

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste est présent sur **Paris**, No Name : no-name@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison est présente dans le département du Rhône à **Villeurbanne**. villeurbanne@federation-anarchiste.org

Une liaison de la Fédération anarchiste est présente à **Nice** (06) : nice@federation-anarchiste.org

www.federation-anarchiste.org

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 24 janvier

Bibliomanie (15 h 00) Notre invité : Yves Cusset pour *La vie rêvée des philosophes, biographies extravagantes*, paru aux éditions François Bourin.

Vendredi 25 janvier

Les oreilles libres (14 h 30) À l'occasion de son concert le soir même aux Instants chavirés de Montreuil, nous recevrons Erik M. (eRik m).

Samedi 26 janvier

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 h 00) Frédéric Dubreuil, producteur (Envie de tempête Productions) ; Stéphanie Lansaque et François Leroy, réalisateurs, pour leur court métrage *Fleuve rouge, Sông Hông* ; ainsi qu'Hélène Vayssières, responsable des courts et moyens métrages à Arte France (animée par Francis Gavelle). En deuxième heure, l'émission sera consacrée à une libre tribune sur l'actualité cinématographique avec les rédacteurs des *Fiches du cinéma*.

Dimanche 27 janvier

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne.

Lundi 28 janvier

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse anarchiste.

Trous noirs (16 h 00) Alternatives en actes. Fabrice, Corinne, Clément et Axel évoquent Tri-cycle et Prise de terres, associations qu'ils ont créées avec un collectif à Bourdeilles (Dordogne).

Mercredi 30 janvier

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Le Mali et le blues.

Femmes libres (18 h 30).

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.

89.4 MHZ en région parisienne — rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 24 janvier

Paris XXe

18 h 30. Attaques contre l'avortement en Europe. Marche mondiale des femmes. Avec des féministes de Pologne, Turquie, Roumanie, Portugal, Galice, Suisse, Italie. Le Lieu dit, 24, rue Sorbier.

Vendredi 25 février

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Des expériences singulières et parfois très différentes de vie en clandestinité liée à la répression des anarchistes mais aussi des sans-papiers en Italie. Présentation du livre *Incognito. Expériences qui défient l'identification*, en présence des deux traducteurs. 152, Grand'Rue.

Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire. *Squat : la ville est à nous !* Documentaire de Christophe Coello. Une proposition de lutte concrète et collective contre la mise en coupe réglée des offres de logements. La projection sera suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 26 janvier

Nantes (44)

15 heures. Journée internationale de dénonciation publique des violences d'État organisée par la ZAD. La marche de Nantes partira à 15 heures de la place de la Petite-Hollande. Site : zad.nadir.org

Paris XVIIIe

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures. Au 10, rue Planquette. Bientôt, un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste sera organisé. Consultez le site de la bibliothèque http://bibliotheque-larue.over-blog.com/

Rouen (76)

16 heures. Festival Bobines rebelles du documentaire social & politique, organisé par la librairie l'Insoumise : Paroles ouvrières/regards de cinéastes. Projections : *Au prix du gaz, Disparaissez les ouvriers, Inventaire avant liquidation, Le chemin noir, De mémoires ouvrières.* Débats avec Jean-François Priester, Rémy Ricordeau et Jean-Pierre Levaray. Cinéma Omnia, 28, rue de la République.

Boissy-Saint-Léger (94)

17 heures. Christiane Courvoisier chante Léo Ferré au centre culturel Le Forum, Place du Forum.

Dimanche 27 janvier

Rouen (76)

16 heures. Festival Bobines rebelles. Voir au samedi.

Mardi 29 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. Les rencontres/discussions de l'Université populaire de Saint-Denis. Énergie et population mondiale, tendances pour le siècle. Avec Michel Culus. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin.

Mercredi 30 janvier

Toulouse (31)

19 heures. À l'invitation du groupe Libertad de la Fédération anarchiste, Maurice Rajsfus présentera son livre *Je n'aime pas la police de mon pays*, paru aux éditions Libertalia. À la Librairie Terra Nova, 18, rue Gambetta. Entrée libre.

Poissy (78)

20 h 30. OGM : dangereux ou pas ? Conférence débat avec Christian Vélot, chercheur en génétique. 49, avenue Blanche-de-Castille.

Vendredi 1er février

Rennes (35)

19 h 30. Conférence gesticulée, *Mission (locale) impossible* dans le cadre de Festiv'all organisé par Cité Solidaire. Un autre regard sur l'insertion et les jeunes que nous envoyons au casse-pipe avec zèle… Carrefour 18, 7, rue d'Espagne. M° Henri-Fréville. Prix libre.

Lyon (69)

20 h 30. Serge Utgé-Royo chantera son nouvel album *L'Espoir têtu*. En première partie : Bertrand Chollat (contes et slam). Maison des Passages, 44, rue Saint-Georges. Métro Saint-Jean. Réservations : 0478421904. PAF : 13 euros.

Brétigny-sur-Orge (91)

18 heures. Contre le traitement inhumain envers les sans-papiers. Cercle de silence à Brétigny. Place de la Gare.

Samedi 2 février

Lyon (69)

20 h 30. Serge Utgé-Royo. Voir l'annonce du vendredi 1er février.

Mardi 5 février

Saint-Denis (93)

19 heures. Les rencontres/discussions de l'Université populaire de Saint-Denis : Crimes et massacres coloniaux. Introduction du cycle par Gilles Manceron, historien. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin.

Jeudi 7 février

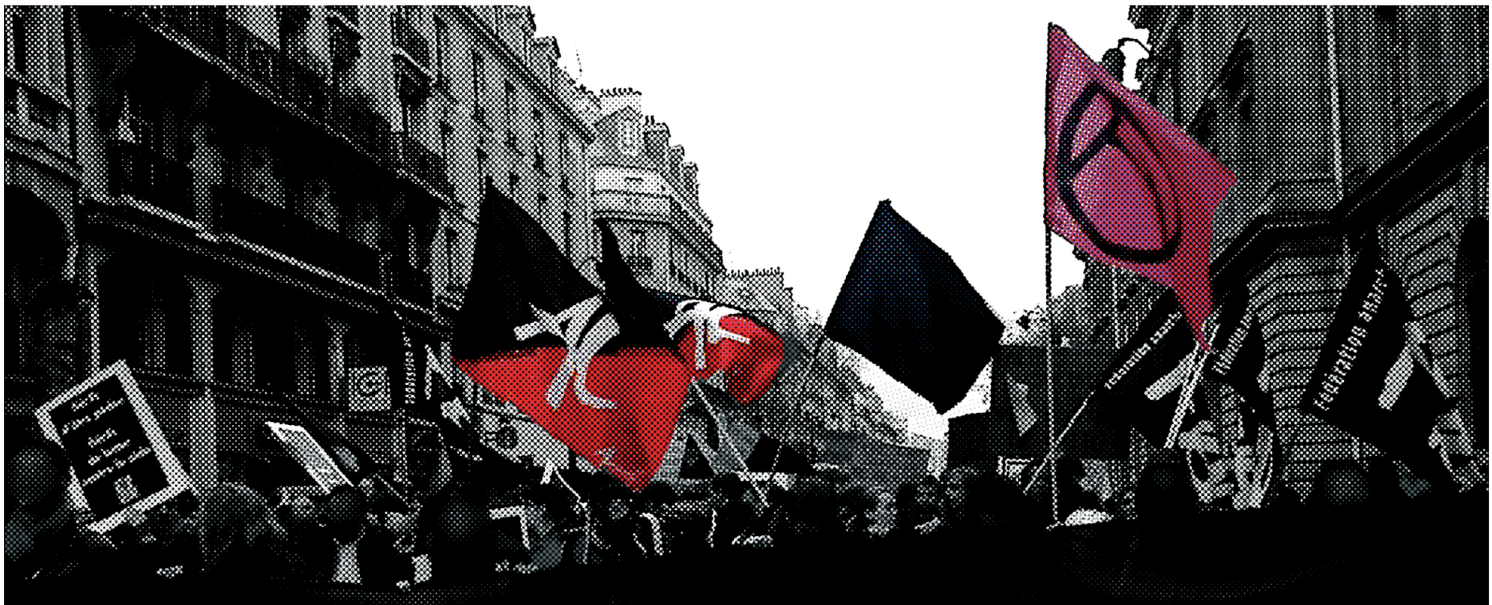
Merlieux (02)

18 h 30. Rencontre débat avec Christian Roux auteur en 2012 de *L'Homme à la bombe* (Rivages/noir) et de *La Cabane au fond du chantier* (Syros). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale. 8, rue de Fouquerolles. Site : kropotkine.cybertaria. org

Vendredi 8 février

Vannes (56)

20 h 30. Soirée cinémanar par le groupe libertaire Lochu et la Fédération anarchiste de Vannes : projection-débat des *Escadrons de la mort, l'école française*, un documentaire de Marie-Monique Robin (*Le Monde selon Monsanto, Notre poison quotidien*). Fruit d'une enquête de deux ans, ce film révèle l'implication directe de militaires français dans les guerres sales d'Amérique du Sud. Palais des arts. Entrée gratuite.



Apres le Pink Bloc du 16 Decembre

Rejoignez le

BLOC RADICAL

Anti-Homophobe Antiraciste Antisexiste

Dimanche 27 Janvier 2013 - 14h

Lieu de RDV bientot annoncé

Signataires: Act-Up Paris; Fédération Anarchiste; CNT Santé-Social ; Alternative Libertaire Collectif Paris Nord Est ; Collectif 8 Mars pour toutes; Etudions Gayment; Strass (Syndicat du Travail Sexuel); Les TumulTueuses